DP

RÉVOLUTION

QUÉBÉCOISE

numéro huit - volume un
avril mil neuf cent soixante-cinq
cinquante cents

Pour un Québec libre page 3

Des "comics" au fascisme page 11

Pie XII, comparse et complice page 29

Ségrégation raciale à Montréal page 39

La réaction triomphe chez les étudiants page 43

SOMMAIRE avril 1965

POUR UN QUÉBEC LIBRE 3
pierre vallières

DES "COMICS" AU FASCISME 11
froylan c. manjarrez

PIE XII, COMPARSE ET COMPLICE 29
pierre fortin

POINTS DE REPÈRE

La ségrégation raciale à Montréal — La réaction triomphe chez les étudiants — Les journées syndicales de l'U.G.E.Q. Arsinoff and Co. Ltd 39

L'AGE D'OR DU CAPITALISME EST RÉVOLU 49
ernest germain

LA MARTINIQUE ET LA GUADELOUPE
DERNIÈRES COLONIES FRANÇAISES 54
alain pléniel

RÉVOLUTION QUÉBÉCOISE

revue politique
paraissant le quinze
de chaque mois

secrétariat et service d'abonnement:
3009 Maplewood, app. 11, Montréal.

bureau, du lundi au vendredi:
de 2 à 5 et de 7 à 10 p.m.

dépositaire à Paris:
La Joie de lire
40, rue St-Séverin, Paris 5e

directeur: pierre vallières
secrétaire à la rédaction: charles gagnon

distributeur: Agence de distribution populaire,
418 ouest, rue Notre-Dame
Tél.: 849-1146

la revue ne se tient pas responsable des manuscrits qui lui sont envoyés.

prix: 50 cents. 12 numéros: $5.00; de soutien: $10.00

Pour un Québec libre

par pierre vallières

Cet article a pour but de répondre aux questions de certains lecteurs de la revue qui estiment que notre position sur "la question nationale" n'est pas assez claire et qui réclament plus de précisions à cet égard.

Je m'efforcerai d'être le plus simple et le plus clair possible et de faire toutes les distinctions qui s'imposent, en faisant nettement ressortir les lignes de force de notre action. J'espère par là faire le point sur un problème très controversé et donner une réponse satisfaisante aux questions qui nous ont été posées, depuis quelques mois. Il va sans dire que je n'entends ici défendre aucun dogme et que mon analyse demeure ouverte à la discussion.

Nous sommes pour un Québec libre. Nous considérons le Québec comme le territoire national des Canadiens français et nous croyons que ce territoire national, comme tout autre dans le monde, a droit à son INDEPENDANCE.

Nous ne sommes pas d'accord avec ceux qui persistent à vouloir démontrer, à l'encontre des faits et de l'histoire, que le Canada est **une** nation. Nous ne sommes pas d'accord non plus avec ceux (particulièrement ceux du Québec) qui, au lieu de s'atteler à la libération économique du Québec et à la reconquête de nos richesses forestières et minières, se tiennent à la disposition des capitalistes Anglo-saxons et Américains pour conserver le pouvoir et perpétuer l'asservissement collectif des Québécois.

Pour nous, les Canadiens français du Québec forment réellement une nation (on n'en peut dire autant des Canadiens anglais), avec le droit à l'autodétermination.

C'est pourquoi nous croyons que seule une véritable politique d'INDEPENDANCE NATIONALE est en mesure de libérer le peuple québécois de la servitude politique et économique.

Par INDEPENDANCE NATIONALE, nous entendons la liberté concrète du peuple québécois de réaliser un développement économique qui lui profite réellement. Ce qui implique que le Québec cesse d'être un appendice colonial des Etats-Unis.

Cette INDEPENDANCE NATIONALE, cette libération effective de tous les Québécois, ne signifie pas le remplacement d'une partie de la classe dirigeante (disons, les fédéralistes) par l'autre partie de la classe dirigeante (disons, les séparatistes ou crypto-séparatistes bourgeois) mais **un changement radical dans les rapports de propriété.**

L'ensemble de la population du Québec n'aurait rien à gagner d'un changement bourgeois en "milieu" capitaliste, la classe dirigeante québécoise, qu'elle soit fédéraliste ou séparatiste, étant fondamentalement anti-ouvrière dans ses objectifs et ses intérêts et incapable, à l'intérieur de son propre système, d'engager les réformes nécessaires à l'émancipation politique, économique et sociale du peuple québécois.

Certes, les conflits d'intérêts existent entre les capitalistes et ces conflits sont souvent pour la population l'occasion de se poser des questions fondamentales, mais il ne faut jamais perdre de vue que si les capitalistes québécois, canadiens-anglais et américains se battent parfois entre eux, la lutte qu'ils prétendent livrer "dans l'intérêt national" est toujours subordonnée à l'intérêt commun que les uns et les autres trouvent dans l'exploitation de nos richesses humaines et naturelles.

A ce lien solide, sans lequel le capitalisme ne pourrait résister longtemps à la pression des masses laborieuses, s'en ajoute un autre: LA PEUR D'UNE REVOLUTION VENANT D'EN BAS.

C'est pourquoi, tout en voulant être traitée en égale par la bourgeoisie anglo-saxonne, la bourgeoisie canadienne-française n'est pas prête à hasarder ses privilèges dans une lutte pour l'indépendance nationale qui impliquerait le renversement de l'impérialisme américain qui étrangle l'économie du pays. La seule "révolution" que peut se permettre notre bourgeoisie est un quelconque changement constitutionnel qui ferait du Québec une république, associée ou non au reste du Canada. Cette "révolution" ne serait même pas une révolution bourgeoise, car une révolution de ce type ne peut avoir lieu que dans un pays où les rapports de propriété et la classe dirigeante ne sont pas de nature bourgeoise.

La seule révolution possible est celle qui renversera l'ordre bourgeois, c'est-à-dire qui substituera des rapports de propriété socialistes aux rapports de propriété bourgeois. Seule, une révolution socialiste est en mesure d'assurer l'INDEPENDANCE NATIONALE car pour provoquer un changement radical dans les rapports de propriété au Québec il faudra rompre avec le capitalisme monopoliste yankee et renverser son alliée naturelle, la bourgeoisie nationale.

Sans cette INDEPENDANCE NATIONALE, arrachée aux Américains, le Québec demeurera un appendice colonial des U.S.A. et ses difficultés les plus fondamentales et les plus difficiles à surmonter ne trouveront aucune solution.

C'est seulement par le socialisme que le Québec pourra répondre aux défis technique et social du XXe siècle.

Le Québec a besoin d'une révolution. Ce qu'il faut faire n'est pas un mystère: l'agriculture québécoise doit être transformée radicalement, l'économie d'exportation doit être développée et de nouveaux marchés doivent être ouverts, le développement industriel, que le Québec (qui a déjà atteint un certain niveau de développement) est tout à fait capable de soutenir, doit être planifié selon les intérêts nationaux, de nombreux emplois doivent être créés et tout l'appareil gouver-

nemental doit être réorganisé de fond en comble, etc.

Or, la potentialité réformiste de la bourgeoisie québécoise ne peut vraiment soutenir l'espoir d'une solution réelle aux problèmes économiques de plus en plus urgents qui se posent ici. Les intérêts de cette bourgeoisie vont à l'encontre de réformes majeures.

C'est par leur structure sociale, par leurs rapports de production et par leurs rapports de propriété que se distinguent les différents systèmes économiques et, partant, les différents régimes politiques. C'est de là que découlent des mécanismes différents de fonctionnement, des lois économiques différentes, et des rythmes différents de développement.

Notre condition de peuple colonisé et asservi tient à notre situation d'appendice pauvre d'un système de libre entreprise et de recherche illimitée du profit qui ne se soucie des hommes que pour acheter leur force de travail, louer leurs bras au meilleur prix possible.

L'une des premières mesures que devrait prendre un gouvernement désireux d'assurer au peuple québécois le minimum de l'indépendance à laquelle il a droit, ce serait d'agir vigoureusement pour assurer au Québec une part plus grande des revenus miniers et forestiers et pour utiliser ces revenus au profit des masses dans le cadre d'une planification.

Mais la classe (ou les classes) dirigeante ne veut pas d'une planification efficace, car cette planification ne pourrait être autre que socialiste et entraînerait la disparition rapide de ses privilèges.

Mais qu'est-ce qu'une planification socialiste? "En termes généraux, la planification socialiste est une activité collective au moyen de laquelle les travailleurs d'un pays socialiste déterminent, d'une part, de façon coordonnée, compte tenu des lois économiques objectives ainsi que des propriétés du développement social, les buts à atteindre dans le domaine de la production et de la consommation et assurent, d'autre part, la réalisation de ces objectifs dans les conditions jugées les meilleures.

"La planification socialiste exige donc que les décisions économiques fondamentales reposent en définitive sur les travailleurs. Cette exigence a, en fait, une double signification:

1) en premier lieu cette exigence est l'expression du fait que la planification socialiste n'est possible que dans une structure sociale où il n'y a pas de non-travailleurs, d'exploiteurs et de parasites sociaux qui jouissent du pouvoir de l'argent;

2) en second lieu, et cette exigence est une autre expression de la précédente, la planification socialiste n'est possible que lorsque les principaux m o y e n s de production et d'échange sont entre les mains de la société et non de particuliers. Ceci implique la n a l i s a t i o n des principaux m o y e n s de production et d'échanges. L'essentiel ici, pour que soit mis en marche le processus d'une socialisation de plus en plus poussée des moyens de production, est l'appropriation par la collectivité de ce qu'on a appelé les "hauteurs dominantes" de l'économie: la grande industrie, les mines, les grands moyens de transport, les grandes entreprises commerciales, le commerce extérieur, la banque et les assurances." (Charles Bettelheim, **Planification et croissance accélérée**)

On voit tout de suite qu'une véritable planification, base du développement économique et garantie sine qua non d'une véritable indépendance nationale, exige au préalable une REVOLUTION SOCIALISTE, sans laquelle il sera impossible de faire progresser le Québec.

Par conséquent, une seule tâche s'impose aux progressistes québécois: entreprendre, développer et réaliser la REVOLUTION QUEBECOISE.

D'où le nom de cette revue qui, pour sa part, n'a eu d'autre ambition jusqu'à maintenant que d'affirmer et de répéter la véritable nature de l'INDEPENDANCE NATIONALE: l'indépendance économique.

x x x

D'autre part, nous sommes convaincus que cette indépendance nationale, que cette libération collective et populaire ne pourra jamais être obtenue par des moyens pacifiques et

que seule la force pourra venir à bout de la dictature qui pèse sur le peuple québécois.

Cela, nous l'avons affirmé dès notre premier numéro.

Mais comment organiser cette lutte à finir avec les monopoles américains qui contrôlent non seulement l'économie de notre pays mais même la politique que ce pays entend suivre;

qui non seulement achètent, à vil prix, notre force de travail mais utilisent l'élite du pays comme garde-chiourme de leurs privilèges et de leurs profits;

qui non seulement exploitent librement nos richesses humaines et matérielles mais encore, par leurs exportations massives de produits finis et le contrôle de notre propre marché intérieur, nous obligent à financer nous-mêmes les investissements qu'ils multiplient sur notre territoire et qui ne profitent qu'à eux;

qui non seulement nous inondent de leur "culture" individualiste et superficielle mais encore nous font payer au prix fort le privilège "extraordinaire" de jouir (en parent pauvre, bien entendu) de l'"American Way of Life" ?

Comment lutter contre le colosse yankee? Comment récupérer les bases de notre développement économique, nos mines, nos forêts? Comment arracher aux Américains la liberté politique de construire nous-mêmes, et à notre avantage, notre propre pays, l'un des plus riches au monde?

Est-ce seulement en récupérant d'Ottawa, satellite sans couleur de Washington, la fiscalité? En transférant tout le pouvoir de taxation des capitalistes **canadian** aux capitalistes québécois qui commencent à se donner de l'importance?

Est-ce en rompant tout net avec Ottawa et en nous séparant du reste du Canada? En nous donnant un président de la république et une constitution originale?

Est-ce, enfin, en arrachant des Anglo-saxons le statut d'Etat associé et le droit de planifier indépendamment des autres provinces, en fonction des intérêts, des besoins et des aspirations du Québec?

La première solution n'en est pas une: elle consiste à rapatrier les impôts des particuliers sans rien changer au système fondamentalement injuste de la fiscalité capitaliste et à faire payer par les travailleurs les réformettes que le gouvernement aime à déguiser en autant de "révolutions tranquilles", quand la masse se met à revendiquer trop fort.

La seconde solution, comme on l'a déjà dit ailleurs, consiste à diviser un champ sans en amender le sol.

Quant à la troisième solution, elle a le mérite de catalyser les aspirations des groupes progressistes autour des problèmes économiques... mais pas plus.

Personnellement, je pense que nous avons accordé trop d'importance à la théorie de l'Etat associé en nous imaginant qu'elle pouvait servir à l'éducation politique et économique. Il ne fait pas de doute que de revendiquer le droit de planifier et les moyens fiscaux de le faire, oblige à se poser des questions essentielles sur les véritables conditions de l'INDEPENDANCE. Mais, par contre, en insistant sur cette revendication et en l'opposant systématiquement aux revendications séparatistes, c'est-à-dire en s'engageant sur le même terrain vague que ces derniers — celui des problèmes constitutionnels —, on peut facilement en arriver à oublier qu'en somme, dans l'état actuel des choses, quelle que soit la formule choisie par notre classe dirigeante (fédéralisme coopératif, Etat associé ou indépendance complète), la réalité n'en sera pas fondamentalement modifiée pour la masse des gens qui continueront, sous le drapeau de l'un ou l'autre option, à être victimes de la même exploitation.

Puisque seule la classe dirigeante est en mesure actuellement d'opter pour ou contre l'Etat associé, pour ou contre l'Etat républicain, pour ou contre le statu quo, soyons assurés qu'elle fera son choix en fonction de ses intérêts qui ne peuvent être différents de ceux de l'impérialisme américain. Certes, elle tiendra compte du sentiment populaire, mais uniquement pour savoir comment en tirer avantage. Au fond, quel que soit le statut constitutionnel ou juridique de l'Etat du Québec, son indépendance véritable sera toujours une chimère tant qu'il demeurera inféodé aux U.S.A., tant qu'il n'aura pas renversé une fois pour toutes la dictature des monopoles.

En résumé, ni le fédéralisme coopératif, ni l'Etat associé ni la République ne sont des "préalables" à la révolution. Au contraire.

Une chose certaine: la REVOLUTION est un préalable à l'indépendance nationale.

Par conséquent, on peut se poser la question: pourquoi se battre pour des formules? Ce qui importe n'est-il pas de préparer dès maintenant la révolution et les armes de cette révolution? Voulons-nous faire des élections? A force de discuter et de faire de l'"éducation populaire", on en arrive parfois à se comporter comme si on allait bientôt participer à des élections, on cherche davantage à persuader intellectuellement les autres qu'à les engager dans l'action directe. Pourtant, il n'y a pas d'autre voie à suivre que l'action directe si l'on veut transformer radicalement le système actuel.

Le travail d'information, d'agitation, de propagande et d'éducation populaire que chaque groupe de gauche poursuit à sa manière n'a de sens que s'il conduit à l'action directe contre la ou les classes dirigeantes qui nous vendent chaque jour aux Américains.

Le Québec a atteint un niveau de développement suffisant pour que sa population puisse, en cette deuxième moitié du XXe siècle, y réussir une véritable REVOLUTION, une révolution socialiste.

Depuis les Patriotes de 1837, bien des générations de "révolutionnaires" ont laissé la nation québécoise inchangée derrière eux. La plupart ont fini leur vie en académiciens.

Il appartient à cette génération de Patriotes de briser la tradition et de bâtir enfin un QUEBEC LIBRE.

Des "comics" au fascisme

par froylan c. manjarrez

L'étude sur la pénétration des trusts américains de la "bande dessinée" que nous publions ci-après, est extraite d'un livre inédit de Froylan C. Manjarrez, jeune journaliste progressiste mexicain, intitulé: "Une industrie de la perversion". Nous croyons que cette étude est de nature à intéresser et à éclairer un bon nombre de Québécois sur l'un des moyens les plus astucieux de la propagande yankee à caractère fasciste. (1)

"On ne peut pas comprendre la délinquance juvénile actuelle si on ne tient pas compte de l'influence pathogène des illustrés..."
Dr Frederick Wertham
(Séduction des innocents)

"Il est un fait tragique et brutal, — constate, dans la préface de son livre **Le jeu de la Mort,** l'écrivain Albert E. Kahn, — c'est que de toute la population ce sont les enfants qui payent le plus lourd tribut à la guerre froide. Tribut si lourd, en vérité, qu'on est inévitablement conduit à se demander si notre nation, au nom de la défense des enfants, n'est pas précisément en train de détruire en eux tout sentiment de sécurité, de déformer leur caractère et de mettre en danger leur vie."

Kahn a fait une analyse minutieuse et courageuse des effets de la propagande belliciste — génératrice de l'hystérie belliciste et de ses néfastes conséquences — dans son pays, les U.S.A. Mais ses conclusions sont également valables pour nos pays; leur sous-développement est dû, en effet, essentiellement à l'oppression des camarillas impérialistes; les mêmes grands monopoles qui régissent la vie politique, économique et sociale des Etats-Unis dirigent, à plus forte raison, celle des pays fournisseurs de matières premières et de ressources, leur "arrière-cour" s'étendant au sud du Rio Bravo.

(1) Cette étude a déjà paru dans le numéro 13 de *Révolution* décembre 1964 — janvier 1965.

Nos enfants, plus encore que les enfants nord-américains, sont les premières victimes de la guerre froide...

Pour jeter sur le monde un voile de mensonges et de perfidies, l'impérialisme dispose de puissants moyens: la radio, la télévision, le cinéma et la prétendue "grande presse" bourgeoise et prostituée. En plus, un instrument plus particulièrement destiné à corrompre le public enfantin: les magazines illustrés, les bandes dessinées humoristiques ou, pour leur donner leur désormais populaire nom yankee, les "comics".

Coup d'oeil sur la radio et la télévision

Connue de tous est la prépondérance, sur les chaînes de radio et de télévision, des programmes "made in U.S.A." ou de programmes nationaux qui ne sont que le décalque de productions nord-américaines... Ils remplissent 75% et plus du temps de projection sur les écrans domestiques.

La plupart des feuilletons filmés tournent à l'éloge de la sottise et de la violence...

"Malheureusement, — note le quotidien mexicain **Ovaciones** — de tels films sont précisément présentés aux heures où les enfants se trouvent devant le petit écran..."

Les programmes qui exaltent la violence viennent en tête... Le genre "détective" représente aussi une riche veine pour les marchands de pellicule impressionnée... Il culmine dans l'anticommunisme romancé avec la série **Mike Hammer.**

Ce Mike Hammer mérite une attention spéciale.

Mickey Spillane, père du détective Mike Hammer, est un produit typique de certaine couche de la société nord-américaine; il appartient à un club semi-religieux dont les membres s'interdisent toute violence; sous cet aspect, c'est donc un homme pacifique.

Sans doute est-ce la seconde personnalité de Spillane qui se manifeste à travers les exploits de Mike Hammer. Ce détective emplit d'une violence sauvage et cruelle les romans "de mystère" dont il est le héros. C'est en 1947 que paraît le premier livre de Spillane avec Hammer comme protagoniste. **Moi, le juré...** Il faut signaler, pour établir clairement le caractère sadique de Spillane et de son oeuvre, que, dans ce premier roman, Hammer tue sa victime d'un tir au bas-ventre afin, explique-t-il, "de la voir souffrir au cours d'une lente agonie".

Hammer n'est jamais à court d'inventions pour tenir en haleine le lecteur nord-américain; ses hauts faits constituent la pâture appropriée pour un public refoulé comme celui des U.S.A. Quand Hammer frappe un ennemi "c'est avec des poings garnis de lames de rasoir et de pointes afin de sentir s'ouvrir les chairs sous le choc". Dans chaque roman, Hammer tue un bon contingent de citoyens, séduit, viole ou enlève deux ou trois beautés et, — il faut soutenir l'intérêt, se trouve toujours aux prises avec quelque perverti sexuel (homosexuel, lesbienne ou les deux). Naturellement, il ne cesse de découvrir de "sanguinaires" et "lâches" complots communistes...

Albert Kahn relève certains épisodes des aventures de Hammer: "Dans sa seconde affaire, **Mon revolver est rapide** (My gun is quick), Mike réussit à enfermer le "méchant" dans une maison en flammes; il tire alors juste le nombre de coups qui doivent l'immobiliser afin qu'il meure brûlé... Dans un autre roman, **Baiser fatal** (Kiss me deadly), Mike loge une balle dans un oeil du "méchant" pour se donner la volupté de contempler l'expression de l'autre oeil".

"Dans **Une nuit solitaire** (One lonely night), Mike Hammer entreprend une fervente croisade contre la menace rouge aux U.S.A. Il propose un moyen très simple pour délivrer la nation des citoyens de gauche: "Faites-leur goûter la saveur sans gloire d'une mort soudaine. Réunissez les chefs de file et montrez-leur le chemin de nulle part; aucun de ces quarts de portion prestiférés ne se sentira alors l'âme d'un héros. Tuez-les sans pitié, montrez-leur qu'en fin de compte nous ne sommes pas des mous. Tuez! Tuez! tuez!"

Cet assassin patenté, ce criminel sadique, est pourtant le "héros" de millions de télespectateurs, de milliers d'enfants. Ses actes sont admirés. Sa manière de "penser" influe sur la mentalité enfantine. Ses exploits suintant de haine et de barbarie, deviennent des modèles d'action qui se gravent dans le subconscient des spectateurs. Ainsi se trouve semée la graine de futurs nazis...

Les feuilletons "historiques" sont également truffés de séquences où triomphe la violence...

Gershon Legman, dans son essai **Interdit aux enfants** (Do not for children), remarque avec raison: "Dans notre civilisation, la perversion des enfants est devenue une industrie."

C'est même une industrie fort lucrative.

Coup d'oeil sur le cinéma

Dans ce domaine aussi, la part du lion dans la production revient aux monopoles américains: la 20th Century Fox, la Metro Goldwyn Mayer, la Paramount et quelques autres firmes fournissent la presque totalité des programmes des salles obscures. Elles exercent d'ailleurs leur contrôle sur les salles de première importance...

Les "Actualités" et les courts métrages sont aussi, en grande partie de provenance nord-américaine. Ils accomplissent à merveille leur fonction de dérèglement des esprits...

Une autre force contribue à imposer au public mexicain un cinéma émasculé et les plus mauvais films du monde: la censure.

La censure n'a pas d'existence légale, et même la Constitution en interdit l'exercice, mais elle se pratique en fait. Plus royaliste que la Reine, elle en arrive à interdire la projection de séquences qui, à son jugement, "dénigrent les Etats-Unis", bien qu'aux U.S.A. les mêmes séquences n'aient fait l'objet d'aucune interdiction...

Mais nous retrouvons sur le grand écran l'alter ego de Spillane, le détective-séducteur-tueur Mike Hammer...

Le cinéma, comme la télévision et le roman, propose comme "idole" à des millions de personnes de tous âges, un sujet complexé qui, par le canal d'un personnage, donne libre

cours au sadisme et à la violence qu'il refoule dans la vie...

Mike Hammer est le personnage "idéal" de la propagande nord-américaine qui, par tous les moyens, déverse son poison dans les arts aussi bien que dans la politique".

Hammer réunit toutes les caractéristiques qui avec quelques variantes, se retrouvent chez les "super-héros" de la propagande impérialiste: celles du surhomme exalté par les nazis.

"Le mode de vie américain se reflète dans la littérature et dans les arts aussi bien que dans la politique", écrit le philosophe français Roger Garaudy. Et la politique de l'impérialisme, dont la ressemblance au facisme s'accentue chaque jour davantage, se traduit dans la littérature, au cinéma, à la télévision et à la radio par l'apologie de l'homme nazi...

"Je pense qu'une formation complète devrait se fonder sur les lois de la jungle, je veux dire que chacun devrait apprendre à tuer" déclare le recteur de l'Université de Floride, Elwood C. Nances.

C'est ainsi que se présente le héros de l'époque impérialiste, dont les vertus sont exaltées par la presse, le héros idéal que le film et le roman donnent en exemple à la jeunesse.

Par la bouche de Mike Hammer — et son hurlement est amplifié et diffusé par le cinéma, la radio et la télévision pro-impérialistes que nous subissons — le héros hurle: "Tuez! Tuez! Tuez!"

Gustavo Torroella, Cubain, auteur de **Psychologie et Vie,** souligne à quel point il est devenu nuisible de "se distraire" de nos jours, en raison de l'orientation imprimée aux moyens d'information et d'agrément.

"Les châteaux en Espagne sont des refuges imaginaires contre les frustrations et la gêne réelles...

Pendant le temps qu'on regarde un film, qu'on lit ou écoute un roman, la vie réelle est suspendue, mise entre parenthèses et on vit dans un monde imaginaire...

Ce que nous critiquons — précise Torroella — c'est un vice, l'abus d'un moyen de fuir la vie, l'habitude de s'abandonner à une ivresse pour oublier les problèmes personnels. Le sujet n'apprécie plus l'oeuvre littéraire, cinématographique ou télévisée pour sa valeur artistique; il l'accepte comme un voile qui lui dissimule la réalité; ou plutôt, il l'absorbe comme une drogue qui lui ouvre des paradis artificiels et lui procure les satisfactions dont précisément il se trouve privé dans la vie réelle..."

Carlos Monsivais, dans son essai: **Des contes de fées aux comics,** écrit que "pour les psychanalystes Superman constitue un cas. Une version le présente comme le rêve d'un employé type, de l'homme moyen et quelconque. Dans la vie réelle, il s'appelle Clark Kent, être médiocre, craintif, timide, vaincu du système de la libre-concurrence. En rêve, il se projette sous les espèces de Superman, vigoureux et invincible, compensation de toutes ses déficiences, symboles de sa victoire sur le monde qui l'opprime."

Qu'ils sont nombreux les timides "Clark Kent" qui se contentent de lâcher la bride à leur mécontentement contre le système qui les exploite seulement en imagination, sans oser jamais prendre une initiative mener dans la pratique une lutte qui remédierait à leurs maux!...

Pour les grands maux, la grande presse

La radio, la télévision et le cinéma ne se lassent pas d'accomplir leur mission dans ce que le fin journaliste mexicain, Nikito Nipongo, a pu appeler "une victorieuse campagne d'abêtissement social". Mais, naturellement, il allait de soi qu'y soit associée la machine de désorientation la plus efficace: la "grande presse" pro-impérialiste...

Les grands quotidiens contrôlent l'information intérieure en accord avec les intérêts du gouvernement ou des grandes entreprises étrangères qui, établies dans le pays, disposent d'un formidable pouvoir économique...

Rares sont les périodiques qui vivent de la seule vente... Les journaux d'opposition, qui réussissent à augmenter leur tirage grâce à la force et à la justesse de leurs critiques, ne tardent pas à blesser certaines "susceptibilités" trop puissantes et se voient, dès lors, en butte à toutes sortes de représailles: fermeture forcée des bureaux et imprimeries, enchérissement du papier, refus de la publicité, etc...

La grande presse s'en tient donc aux directives des agences de presse nord-américaines. Il arrive même que les instructions émanent directement des bureaux de l'ambassade des U.S.A...

Il est particulièrement intéressant de signaler, à cause de son actualité, l'attitude de cette grande presse à l'égard de Cuba: naguère, elle ne tarissait pas d'éloges sur le sanguinaire Batista; aujourd'hui, elle multiplie les attaques contre Castro et la Révolution Cubaine...

La grande presse, qui se flatte d'être libre, n'est en fait libre que de scrupules et de pudeur...

Entrée des "comics"

Quel rôle jouent, dans cet ensemble, les illustrés? Un rôle très important.

Le magazine est toujours bon marché. Ses couleurs criardes forcent la rétine et fixent l'image dans l'esprit du "lecteur". Il s'agit d'un matériel qui reste à portée de la main et qu'on peut relire à volonté. Enfin, il est plus spécialement destiné aux jeunes et aux enfants; il prépare leurs esprits à recevoir sans méfiance les informations et les mensonges de la presse, du cinéma, de la radio et de la télévision.

"Depuis les années 40, fait observer Monsivais, les "comics" représentent irrémédiablement la seule et véritable littérature enfantine."...

La revue "Politique", dans son numéro 2, nous renseigne sur l'importance des "comics":

"Un des aspects les moins connus du journalisme est la place qu'y occupent les illustrés et les bandes dessinées... Ils forment une part considérable des revenus des grandes entreprises journalistiques et des agences d'information internationales; ils offrent une lecture "neutre" à la grande masse des lecteurs (qui se trouvent ainsi éloignés des problèmes politiques et sociaux), quand ils ne contribuent pas à créer

des courants d'opinion et à renforcer la politique de certaine grande puissance."

L'**United Press International,** la plus importante agence de presse internationale, se trouve être également la principale compagnie distributrice de "comics"...

L'importance de ce moyen de pénétration idéologique est confirmée par le fait que, de nos jours, au Mexique, la publication la plus répaidue s'avère être "Doctoresse du Coeur" (Doctora Corazon); elle atteint un tirage de deux cent mille exemplaires, tirage supérieur à celui de n'importe quel organe d'information de notre pays...

"Le magazine, dit Monsivais, pas plus que le cinéma, la radio ou la télévision, n'est en soi ni bon ni mauvais".

Nous critiquons les mauvais illustrés, qui sont la presque totalité, comme nous attaquons la mauvaise presse, la mauvaise radio, la mauvaise télévision et le mauvais cinéma que nous endurons. Mais nous ne les dénonçons pas en tant que cinéma, télévision, radio, presse ou même illustrés, en dépit de leur présentation médiocre et vulgaire; nous les attaquons parce qu'ils sont les véhicules d'une propagande réactionnaire et hostile au peuple...

Citons Stanley Kubrick (metteur en scène de "La Patrouille infernale") qui, commentant les effets du cinéma et des dessins de Walt Disney, souligne qu'ils sont "peu faits pour les mineurs". Kubrick n'est pas le seul à penser ainsi; bon nombre de psycho-pédagogues sont d'accord avec lui quand il affirme que "les sorcières et les malotrus de Disney n'amusent pas les enfants, mais les terrorisent"...

C'est le premier pas pour acheminer les enfants vers des excès ultérieurs: on commence par trouver drôle que le rat Jerry casse les dents à Tom le chat; ensuite, on accepte comme normal que le héros masqué dise à son ennemi que "tuer d'une seule balle, c'est se montrer trop charitable"; puis on admet sans difficulté que le shériff crible de balles son propre fils parce qu'il veut être maître d'école et non tueur; et on finit par justifier "Terry et les Pirates" dans leurs démonstrations d'anticommunisme et des déclarations du type: "les seuls bons communistes sont les communistes morts". Il n'y a pas de solution de continuité dans la chaîne de la perversion du goût et de l'esprit.

La revue "Politique", dans l'article déjà cité, observe: "les "comics" touchent une grande masse de lecteurs facilement impressionnables en raison de leur bas niveau culturel et peuvent, de ce fait, être utilisés pour propager une ligne politique déterminée ou pour créer une atmosphère hostile à la politique adverse. Les gouvernants nord-américains n'ont pas perdu cela de vue; c'est ainsi que l'**United States Information Service** distribue en abondance toute sorte d'illustrés..." "faisant en sorte que le matériel ne puisse être imputé au gouvernement des U.S.A.", selon la déclaration, en 1955, devant la Commission d'Assignation, de William L. Clark, sous-directeur de l'USIS pour l'Europe...

Monsivais reste libre de penser que les illustrés "ne sont ni bons ni mauvais en soi"...

Aux innocents, les mains pleines d'images

L'industrie des "comics" est en pleine expansion.

Au Mexique, **Editorial Novaro** publie, chaque mois, 13 millions d'exemplaires de 60 magazines différents... Pendant le même temps, **Publicaciones Herrerias** en diffuse 3 millions d'exemplaires; **La Prensa,** 6 millions; **Garcia Valseca,** 10,000 exemplaires de **Los Burron;** Yolanda Vargas Dulché, qui édite **Doctoresse du coeur, Tawa, Mama, Le Pirate Noir** et quelques autres de la même eau avec José G. Cruz, qui publie **El Santo, Carta Brava** et autres, atteignent les 5 millions d'exemplaires mensuels. Soit pour le Mexique, un total de 27 millions d'exemplaires par mois; quelque 300 millions par an.

Aux U.S.A., c'est encore une chose. Selon une étude du Gouvernement de l'Etat de New York, "depuis la fin de la seconde Guerre Mondiale, l'industrie des illustrés a réalisé un plus grand volume de vente que n'importe quel genre de livres ou de revues dans le pays". 98% des enfants nord-américains lisent régulièrement les magazines; on a calculé qu'en moyenne chaque enfant lit de 20 à 25 illustrés par mois...

On estime également que 50 millions d'adultes sont assidus à ce genre de littérature...

Au Mexique, les "sympathiques" personnages de Walt Disney furent les fourriers des Superman, Batman, Faucon, Tarzan et autres héros du monde des "comics".

L'endroit et l'envers de Disney

Attardons-nous un peu avec ce "magicien", avec "cet ami des enfants", avec le "génial" Walt Disney...

Le fait est que Disney appartient déjà à la légende. L'histoire de ses triomphes n'est plus à écrire... On a beaucoup parlé aussi de "l'autre visage" de Disney. Le Disney homme d'affaires qui convertit tout ce qu'il touche en dollars.

Néanmoins c'est le premier Disney qui compte. Bien que ses personnages ne livrent souvent qu'un message négatif et parfois même préjudiciable au spectateur (qu'il soit cinéphile ou lecteur de magazines), nous ne pouvons nous empêcher d'admirer l'homme, à l'imagination fertile, qui occupe, à notre époque, la place autrefois tenue par Perrault, Andersen et autres maîtres de la littérature pour enfants...

A partir de caricatures de types humains, représentés par des animaux, il arrive à Walt Disney de se laisser aller à de légères satires... le capitaliste nord-américain, le "self made man" qui, ayant commencé par économiser des centimes, finit par dominer Wall Street, ne se trouve pas mieux représenté par l'oncle de Donald, ce multimillionnaire palmipède qui répond au nom de Scrooge Mc Duck...

Voici le représentant de l'homme d'affaires des U.S.A. Vous êtes dans l'erreur si vous croyez qu'il est méchant. Sous son apparente rudesse et son avarice se cache un coeur d'or. Si son "money bin" (édifice regorgeant d'argent) est plein, ses

investissements s'avèrent également bénéfiques pour les pays qui les reçoivent. C'est du moins ce qui apparaît dans presque toutes ses aventures.

Il est évident qu'une telle stylisation, même sur le mode comique, de Wall Street, contribue — en un degré mineur, mais contribue — à répandre une fausse image de l'homme d'affaires yankee, de l'impérialiste... Jusqu'à un certain point, il est permis d'identifier l'Oncle Mc-Duck, avec ses monceaux de millions et ses neveux (Donald, Hugo, Luis, Paco) toujours disposés à l'aider, à l'Oncle Sam...

Nous avouons prendre un plaisir extrême dans la compagnie des personnages des dessins animés nord-américains... Mais cela ne nous empêche pas de constater leurs effets nocifs. Plus, nous tenons à dommage que de si fantastiques moyens de divertissement soient détournés — tantôt sans malice et tantôt délibérément — au profit de tendance politiques contraires aux intérêts des peuples.

L'humour est une bonne chose, mais quand il sert à rendre attrayant le maccarthysme, à faire passer une politique anti-ouvrière ou justifier l'exploitation des travailleurs, il convient d'y penser à deux fois avant de rire des espiègleries de "sympathiques personnages".

Prenons comme exemple une récente aventure du bien connu Scrooge Mc Duck: "Scrooge part en vacances et laisse à la tête de ses affaires un canard-robot (il n'a confiance en la capacité et la probité de personne), spécialement construit à cet effet. L'idiot de Donald, chargé de lubrifier le robot, le démonte; ne sachant pas le remonter et ne pouvant joindre l'Oncle, le voici qui assume les fonctions de directeur des entreprises Scrooge Mc Duck. Ses premières initiatives consistent à augmenter les salaires, octroyer des prestations sociales, accorder des congés payés, etc."

Conséquence immédiate: les employés ne travaillent plus, n'obéissent plus aux ordres; la fortune de l'Oncle s'évapore, c'est un vrai désastre. Au moment critique reparaît Scrooge. Il réprimande son neveu pour sa "néfaste" politique de protection des travailleurs. Il renvoie tous ses employés et les rembauche... aux bas salaires antérieurs. A Donald indigné, il explique qu'il ne s'est pas livré à cette manoeuvre par cruauté, mais pour le bien des travailleurs. "Ne vois-tu pas, dit-il, le mal que tu as fait à mes employés? Tu leur as ôté la satisfaction du travail bien fait; tu as encouragé leur paresse et leur négligence."

On doute qu'aucun capitaliste, si cynique soit-il, puisse jamais dépasser le bon oncle Scrooge. Le "comic", en pareil cas, a cessé de remplir sa fonction de moyen d'amusement pour devenir un instrument (si modeste soit-il) de la lutte des classes, et un instrument braqué contre la classe ouvrière...

Combien d'enfants approuvent-ils Mc Duck? Beaucoup. Le personnage est sympathique; il fait rire. On admet que, dans le fond, il est bon et qu'il a raison. Aussi les jeunes lecteurs jugeront-ils sûrement, avec lui, que Donald s'est conduit comme un imbécile en favorisant les travailleurs; ils penseront que ces derniers sont des ingrats et des inutiles qu'il faut obliger à travailler davantage et que l'Oncle est un bon vieillard qu'il faut estimer et... imiter, si possible...

Nous nous empressons de dire que tous les personnages de Disney ne sont pas au service d'une semblable propagande, indéniablement politique et manifestement pernicieuse.

Nous avons déjà dit que Disney compte à son actif des réalisations vraiment admirables... et nous répétons que sa technique du dessin animé n'a pas de rivale dans le monde...

Il reste que Disneylandia n'est pas une entreprise simplement conçue pour faire le bonheur des petits. Sa fin essentielle consiste à tirer de tout du bel et bon argent. Roy Disney, frère de Walt qui dirige ses affaires, a déclaré à "Newsweek": "Une fois la décision prise (d'une oeuvre nouvelle), il s'agit de conquérir les marchés. Tous nos actes sont, dès lors, destinés à faire de la publicité au produit final, et à faire de l'argent grâce à ce même travail de publicité"...

Une famille prolifique

Nous venons de le voir, les "comics" sont une affaire, voire une bonne affaire. Ainsi l'ont d'ailleurs compris les imitateurs de Walt Disney: Walter Lantz, père du Pic-Vert, d'Andy Panda et compagnie; la M.G.M., mère nourricière de Tom et Jerry, Droopy et consorts; Warner Brothers, qui a produit le lapin Bugs Bunny, le cochonnet Porky, le chat Sylvestre, le canari Tweety, etc...

D'autres suiveurs moins heureux, mais qui ont, en règle générale, adopté les mêmes formules que les précédents, ont donné naissance à des personnages comme Popeye, Archie, Sad Sack, Trucutu, Dennis, etc...

Toutes ces séries feuilletonnesques accusent un trait commun: elles idéalisent le système de vie américain...

Il ne faut pas se lasser de répéter que, sous couleur de distraction, les illustrés proposent à la jeunesse qui les dévore, une image de la vie tout à fait étrangère à la réalité et favorisent l'accoutumance à la violence... C'est la préparation nécessaire à recevoir les "comics" et les films où se fait l'apologie de la "justice masquée", de la guerre, du surhomme nazi, et du colonialisme prétendu "bénéfique"...

Les principales maisons d'édition de "comics" nord-américaines sont déjà installées au Mexique, ainsi que dans les autres pays latino-américains. La **Dell**, la **National Comics**, la **Key Gold Publications** fonctionnent sous le couvert de la **Editorial Novaro S.A.**.. Quant à **La Prensa**, elle réunit la fine fleur de l'anti-communisme en matière d'édition: **Editors Press Service, Harvey Publications, Export Newspaper service, Canan Publishers** et **Vista Publications...**

Le vrai faucon

Le sujet du **Faucon Noir**, appartenait à une compagnie nord-américaine associés, au Mexique, à **La Prensa**... Cette compagnie vint à disparaître, cédant ses droits sur le **Faucon Noir** à la **National Comics**, en contrat, au Mexique, avec **Novaro**, qui s'empressa de revendiquer la publication du fameux feuilleton dans notre pays.

Cependant, ce **Faucon Noir** pondait de véritables oeufs d'or à **La Prensa**; elle ne se résigna pas à laisser s'envoler l'oiseau d'autant moins que le titre était sa propriété; **Novaro** dut s'incliner et se contenter du titre **Le faucon d'or;** mais elle publia une petite mise au point dans laquelle, une fois critiquée la société concurrente, il était précisé que **Le Faucon d'or** présentait les aventures "de l'unique et véritable Faucon Noir".

Quoi qu'il en soit, le thème offre quelques particularités qui méritent examen: des sept Faucons, deux sont yankees (Faucon Noir, le chef et Chuck); trois autres sont de race nordique (Stanislaus, l'Allemand Hendrickson et le Scandinave Olaf); un est Gaulois (André) et le septième (qui n'est même pas déguisé en faucon), le cuisinier, est Chinois (Chop Chop). Plus récemment, il leur a été adjoint une femme-faucon (Zelda), nord-américaine et deux mascottes: un chimpanzé et un faucon. Le chimpanzé jouit d'un plus grand privilège que le cuisinier chinois; il porte, lui, l'uniforme de "faucon".

Notable est la discrimination qui frappe les latino-américains, pour ne pas parler des Noirs ou autres personnes de couleur. Ils apparaissent toujours comme les pauvres innocents, les "indigènes" sans défense, que la Fauconnerie, une espèce d'OTAN en miniature, se doit de protéger.

Semblable paternalisme se retrouve dans beaucoup d'autres feuilletons, comme nous le verrons par la suite, et donne prétexte à présenter le colonialisme comme une institution positive et même nécessaire...

Haute Ecole

La publicité, que les maisons d'édition font à leurs magazines, est tout un poème. Exemple: **Coeur tourmenté** ("Coeur" imprimé avec des lettres en forme de coeur et "tourmenté" avec des lettres en forme de flammes) est présenté ainsi: "histoires d'amour pour dames et demoiselles". Encore: "Cri de guerre" annonce: "Batailles, émotions, scènes déchirantes pour jeunes gens et adultes".

Avec un cynisme stupéfiant — et d'horribles illustrations à l'appui — les marchands de pareille ratatouille imprimée assurent: "La saine lecture de nos livres combat la délinquence" et ils exposent les maux qu'ils prétendent combattre: crime, violence, suicide, vol, immoralité.

En réalité, au lieu de les combattre, ils font le panégyrique de ces "activités"; néanmoins, ils déclarent que: "l'original de nos livres, imprimé en anglais, a été dûment approuvé, aux Etats-Unis, par les autorités compétentes en matière d'éducation et la traduction espagnole est, en tous points, correcte" (Export Newspaper Service Inc.)...

La convention et le mauvais goût règnent dans ce genre de publications... La bêtise et l'ignorance également. Exemple: (un petit exemple, mais qui se répète, en plus grand et en pire): dans "Mondes Interdits", quelques aventuriers nord-américains voyagent dans le temps; ils finissent par se retrouver dans la jungle du Brésil, "au coeur de l'empire aztèque" (sic). A ce degré d'approximation, dans un prochain feuilleton, des aventuriers nord-américains pourraient fort bien découvrir l'Amérique... près de l'Australie. De telles oeuvres, selon les éditeurs, "ont été dûment approuvées, aux U.S.A., par les autorités compétentes en matière d'éducation". Belle éducation, en vérité! Et il se trouve encore des gens pour soutenir que les illustrés "ne sont ni bons ni mauvais".

Rosario Castellanos remarque:

"Méchanceté, cruauté, haine, voilà ce que trouvent les enfants dans la prétendue littérature enfantine... Les illustrés contiennent une matière impropre à la consommation de la part des enfants; ils n'offrent que violence, basses passions et situations stupides, sans la moindre lueur d'esprit. Ils ont pour effet de compromettre l'évolution mentale des enfants et de former des arriérés mentaux."

Quant au Docteur Wertham, il affirme:

"Les "comics", dont il circule, aux Etats-Unis, quelques 90 millions d'exemplaires par mois..., sont de puissants stimulants du sadisme, du masochisme, de l'homosexualité masculine et féminine (Wonder Woman et Superman sont, sur ce chapitre, les plus avertis délinquants), de l'admiration pour la méchanceté triomphante, du mépris de la loi et de n'importe quelle autre activité antisociale qui se puisse imaginer."

Exquis Yankees

"Si l'on veut former une génération composée pour moitié de troupes de choc et pour moitié de chair à canon..., les illustrés suffisent." (Docteur Frédérick Wertham.)

Voyons plus en détail l'art et la manière dont usent les fabricants de "comics" pour faire de leurs personnages des agents actifs de la campagne d'abêtissement, des propagandistes de l'impérialisme, des paladins du colonialisme, du néocolonialisme, de la guerre froide, du "big stick", en bref, de l'"american way of life".

Nous constatons, tout d'abord, sans étonnement que le héros typique des illustrés est, naturellement, nord-américain ou, du moins, de race aryenne. Si, de par la nature du sujet (héros de temps futurs, héros venus d'autres mondes) le protagoniste n'est pas né aux U.S.A., il se voit bientôt adopté et naturalisé nord-américain. Ainsi d'un héros qui a eu deux fois les honneurs des magazines: Hawkman, l'homme-faucon. Dans la première version, il était la réincarnation d'un héros égyptien qui, revenant à la vie, prenait la nationalité et un nom nord-américains: Carter Hall. Dans la deuxième version, Hawkman devient un policier d'un monde lointain que les hasards du sort conduisent sur la Terre; il s'établit dans le "pays des hommes braves et libres" (quand ils ne sont pas noirs, évidemment): les U.S.A. Là, il change son nom de Kater Hol contre celui plus commun de Carter Hall...

Même procédé pour Wonder Woman, Superman et John Jones...

Il s'agit d'établir bien clairement que les fils de l'Oncle Sam sont de superbes gars, **clean cut american type**, costauds, honnêtes, corretcs et bien tournés, qui affrontent le mal partout où il se manifeste, en tous lieux, en tous temps et toutes dimensions...

Mais le produit héroïque propre de l'industrie des "comics" demeure

le boxeur, à tout moins le sportif: Ben Bolt, Joe Palooks, Curly Kayoe, Dilly Duncan, etc...

Leur passage dans les illustrés démontre qu'une vie saine, le régime du hot dog et du coca-cola et une attention sans défaillances au développement musculaire suffisent à conquérir la fortune, la gloire et le bonheur...

Détail curieux: tout un chacun sait que les sportifs les plus éminents des Etats-Unis se recrutent, généralement, parmi les Noirs... Eh! bien, vous pouvez feuilleter les magazines. Vous n'y trouverez pas un seul héros noir. Pas même dans la boxe.

Ce qui donne à penser: racisme poussé jusqu'au ridicule, ou bien défoulement d'un obscur complexe (les blancs s'octroyant quelques championnats sur bandes dessinées)... Le Ku Klux Klan du feuilleton exige que le "100% american good boy", le prototype du citoyen U.S., élevé dans les principes démocratiques de la doctrine de Monroe et du "Big Stick", soit Blanc...

Le "bon gars" yanqui ne se trouve pas seulement dans la boxe. Il peut être aussi bien cow-boy, détective, journaliste. Voire proscrit. Forte tête mais bon coeur, n'est-ce pas?

Apôtre de la violence, le héros de magazine en fait toujours usage pour triompher. La leçon hitlérienne est suivie au pied de la lettre...

Tel chériff s'indigne, par exemple, que son fils préfère le doux métier de maître d'école à la mâle activité de tueur. Il l'exhorte à grands cris à ne "pas perdre son temps à faire des cours" et pour lui démontrer la supériorité de la violence, il transperce d'une balle un livre et conclut avec une logique enchanteresse: "Je doute fort qu'avec un livre tu puisses jamais perforer une balle."

Le Docteur Helnut Stellrecht, chef de district du Parti Nazi, a écrit dans son livre "Education militaire de la Jeunesse Allemande": "Peuple absurde, celui qui gaspille plusieurs heures par jour, pendant plusieurs années pour écrire correctement et ne consacre même pas une heure pour apprendre à tirer!... "Savoir, c'est pouvoir" inscrivent-ils sur la porte de leurs écoles, sans penser un instant que le pouvoir se trouve plus sûrement concentré dans le canon d'une arme que nulle part ailleurs."

Nantis de pareille idéologie, les illustrés se livrent à l'apologie de la violence sous sa forme généralisée: la guerre... ils publient, à cet effet, de prétendues "aventures vécues" dont les protagonistes sont les corps armés des puissances occidentales, plus particulièrement des Etats-Unis... Ainsi, subtilement, mène-t-on une campagne belliciste contre le communisme, contre les peuples de couleur et surtout, dans les circonstances actuelles, contre Cuba.

Les magazines spécialisés dans le genre, note Albert Kahn, sont "de macabres recueils de mutilations et d'assassinats, de perversions sexuelles et de sadisme, d'aventures fantastiques et horripilantes, de crimes, de brutalités et d'horreurs qui glacent le sang... Ces publications déversent un torrent intarissable de bestialité et de cochonnerie dans l'esprit des enfants... Les récits des sanglantes batailles, de raids aériens destructeurs, de criminels corps à corps et de barbares atrocités, dont la Corée est le principal

théâtre, sont illustrés dans les magazines de guerre par de grossiers dessins sur lesquels des soldats souriants écrasent la tête de soldats coréens ou chinois d'aspect bestial, les réduisent en bouillie à la grenade ou les exterminent à la mitraillette... Telles sont les images de guerre et d'avillissement dont sont assaillis les esprits impressionnables des enfants par l'intermédiaire des illustrés"...

L'air d'Hitler

Il est significatif que ce soient les "peaux rouges" qui aient acquis le douteux honneur de figurer, en héros, dans les illustrés.

Vaincus et décimés, brutalement parqués dans les "réserves" comme bêtes fauves ou bêtes curieuses, catégorie folklorique plus que minorité active de la nation nord-américaine, les Indiens sont admis à "partager" la gloire du blond soldat yanqui sur les champs de bataille. Manière de professer, dans les magazines, l'intégration raciale et la démocratie... Par contre, les ennemis restent les Japonais et les Coréens, gens de race jaune, dont l'impérialisme a intérêt à présenter une image hostile au peuple américain. On s'étend sur les atrocités, réelles ou imaginaires, objectives ou exagérées, des Japonais durant la deuxième Guerre Mondiale, mais on écarte de la mémoire collective les crimes horribles d'Hiroshima et de Nagasaki; par le biais de l'identification des caractères physiques des Chinois et des Coréens à ceux des Japonais, "ennemis traditionnels des Américains", on prédispose le peuple à accepter comme logique et bénéfique la stupide guerre de Corée.

Le bellicisme effréné des magazines, reflet frelaté du bellicisme qui règne dans les milieux gouvernementaux impérialistes, se teinte de nazisme.

Hitler confiait à Martin Bormann, dans la nuit du 19 août 1941: "Il faut souhaiter au peuple, pour son bien, une guerre tous les quinze ou vingt ans".

Thèse cruelle et inhumaine que le même Hitler complète en ajoutant: "La vie est cruelle. Naître, exister, disparaître, la question reste toujours la mort. Qui naît doit mourir. Que ce soit de maladie, par accident ou en guerre, cela n'y change rien"... Le soldat qui expire sur un champ de bataille, fauché par la mitraille, aurait pu tout aussi bien mourir chez lui, entouré des siens, à un âge avancé, ou se briser le crâne en glissant sur la savonnette dans la salle de bain. Pour Hitler, tout cela revient au même!

C'est en se fondant sur ces vues fausses, cruelles et inhumaines, qu'on peut pousser les masses à s'entre-tuer. Tout cela le dénature, l'exalte et l'embellit: voilà la propagande dont l'illustré représente un des principaux instruments.

"Mein Kampf" donne des leçons dont les fabricants de "comics" tirent parti: "L'espèce humaine s'est faite grande par la guerre... Le monde n'est pas pour les peuples lâches." Il suffit d'illustrer ces propos de Hitler et de les placer dans la bouche d'un "marine" aux traits "héroïques" sur le point d'attaquer "les sales Nippons" ou "les maudits rouges", pour obtenir une bande dessinée à thème guerrier...

Le pavé dans la mare

L'une des dernières formes de la campagne, que les magazines ne cessent de mener contre les poussées d'indépendance de nos peuples, est la fervente croisade anticubaine qu'ils ont entreprise.

Nous donnerons trois exemples, pris parmi un très grand nombre, de cette agression sur papier contre Fidel Castro et la Révolution Cubaine: 1) Steve Roper, reporter yanqui, beau et audacieux, débarque à Santa Rita, île gouvernée par de cruels barbus dont l'uniforme a la même couleur vert-olive (ô coïncidence!) que l'uniforme des révolutionnaires cubains. Naturellement, à Santa Rita, ce sont ces cochons de communistes qui détiennent le pouvoir. Le peuple se compose de "latin american natives"; ils passent leur temps à somnoler au soleil, le ventre en l'air et le chapeau sur le nez, pieds nus, au milieu de gorets, de poules et autres bestioles de leur entourage. Il faut toute l'énergie et la résolution de ce magnifique rejeton de l'Oncle Sam qu'est Steve pour secouer leur apathie et leur faire prendre conscience enfin qu'ils vivent sous une odieuse dictature.

2) Kent, timide reporter yanqui, en qui se cache l'invincible Superman, débarque à Voroda, île gouvernée par de cruels barbus dont l'uniforme a la même couleur vert olive (ô coïncidence!) que celui des révolutionnaires cubains. Naturellement, à Voroda, ce sont ces cochons de communistes qui détiennent le pouvoir. Le peuple se compose de "latin american natives", etc. Il est si stupide qu'il ne s'effraye même pas quand le dictateur barbu hurle que "toutes les prisons de Voroda doivent être prêtes pour recevoir tous les réactionnaires". L'audacieux reporter Kent, qui s'est laissé capturer "exprès", pense à part lui: "Le peuple, qui suit encore le dictateur, ne tardera pas à découvrir la terrible vérité! Les murs des prisons ne peuvent pas la sceller et le peuple se lèvera en armes pour mettre fin à cette horrible tyrannie. Ma mission consiste à faire éclater la vérité, mais je dois le faire sous les apparences de Superman"...

3) Thor, dieu mythologique nordique, s'est réincarné en la personne du docteur Don Blake (nord-américain, bien sûr). Il accomplit aussi sa petite mission contre-révolutionnaire, pour tirer d'une angoissante situation le peuple de San Diablo, république sud-américaine. San Diablo est gouverné par de cruels barbus dont l'uniforme a la même couleur vert olive (ô coïncidence!) que celui des révolutionnaires cubains. Naturellement, à San Diablo, ce sont ces cochons de communistes qui détiennent le pouvoir. Ils sont dirigés par un "camarade" qui a mérité le sobriquet de "Bourreau" pour avoir fait exécuter des milliers "d'innocents". Le peuple, des "latin american natives", etc., bête à manger du foin, accablé de maladies, subit, sans réagir "Le Bourreau"; celui-ci va même jusqu'à empêcher de braves médecins yanquis de porter assistance aux paysans, "car ainsi, ils ne pourront pas se révolter".

Thor, dieu tout puissant, blond symbole du conquistador nordique, personnification de la race aryenne et de la démocratie du dollar, met en miettes, à grands coups de son fabuleux marteau, les "jets" communistes; il soulève le peuple, qui s'arme et tue "Le Bourreau".

Quel dommage que d'aussi belles victoires des "gars" nord-américains ne soient remportées que sur les pages des illustrés! C'est vraiment dommage, enfin... pour eux!

Bien entendu, les magazines de guerre exploitent à fond le "cas de Cuba". Dans plusieurs d'entre eux, "les héroïques contre-révolutionnaires" mettent en déroute, à plusieurs reprises, les castristes, avec l'aide, cela va de soi, de quelques "100% american liberty-loving americans"; ces défenseurs de la démocratie "authentique" ne peuvent supporter de voir le peuple cubain souffrir de la privation de capitaux étrangers, de contremaîtres yankees et de gouvernants fantoches, brutaux et vicieux.

Il n'est pas rare que, dans ce genre de feuilletons, on fasse subir aux révolutionnaires cubains les mêmes sévices qu'on inflige, ailleurs, aux Coréens, aux Japonais ou aux noirs. On y loue le sabotage, l'assassinat, le terrorisme.

"L'effet, sinon l'intention, contate Gershon Legman, a été d'éduquer une génération d'adolescents... des millions d'adolescents... qui ont éprouvé, des milliers et des milliers de fois, toutes les sensations et toutes les émotions de l'assassinat... "

Une génération s'est ainsi trouvé élevée dans la haine du socialisme, dans la haine du progrès, dans la haine des peuples qui luttent pour leur liberté et, par contre-coup, dans l'indulgence à l'égard de la violence, du crime, de toute une série d'aberratoins sexuelles et des doctrines réactionnaires hostiles à la marche en avant de l'humanité.

La mésalliance pour le progrès

Les Ambassades U.S., mésusant de la franchise postale diplomatique, mettent en circulation, dans les différents pays d'Amérique, quantité de magasines débordant d'attaques cyniques et mensongères contre Cuba et d'éloges pour la dernière imposture impérialiste, destinée à séduire les peuples latino-américains, nous avons nommé "Alliance pour le Progrès"...

Nous avons reçu, sous ce même paquet, trois brochures de style plumeau, dues à la "courtoisie" de l'Ambassade nord-américaine au Mexique: **Alliance pour le Progrès, La Trahison** et **L'Eveil.**

La première brochure retrace l'histoire de l'Alliance, portant aux nues son créateur, Kennedy... Les U.S.A. y sont présentés comme le pays qui inaugura "la tradition de la révolution progressive pour le mieux-être du peuple"... Plus loin, on essaye de faire croire au lecteur non averti que Simon Bolivar fut un grand ami des Etats-Unis. On "oublie" tout simplement que c'est justement Bolivar qui a dit: "Les Etats-Unis sont appelés à remplir l'Amérique de misère, au nom de la liberté." Ailleurs encore, on monte en épingle la lutte du peuple mexicain contre l'envahisseur français, mais on "oublie" de signaler qu'un autre impérialisme, le nord-américain, a arraché au Mexique, par une

guerre de rapine, plus de la moitié de son territoire... L'impudence et le cynisme touchent à un sommet quand l'opuscule entonne les louanges de "la fameuse doctrine Monroe"... ques les patriotes d'Amérique latine n'ont jamais acceptée et qui constitue la justification théorique de l'interventionnisme nord-américain...

Ensuite, les thuriféraires de ce qu'on a pu justement appeler "Alliance pour le Recul" soulignent avec emphase que les Etats-Unis ont magnanimement collaboré à la stabilisation des prix des matières premières latino-américaines; mais ils se gardent d'appeler l'attention sur le fait que ce sont les monopoles yanquis qui appauvrissent nos pays, surexploitant les ressources et les hommes...

La deuxième brochure, **La Trahison,** décrit la "terrible" situation de Cuba, livrée à "la dictature communiste" de Fidel Castro, etc...

Bien entendu, le peuple cubain y apparait brandissant des panneaux avec les inscriptions: "Cuba si, Rusia no" ou "A bas les communistes".

Afin de gagner la sympathie du lecteur, **La Trahison,** et **L'Eveil** présentent les héroïques figures de Pepe et Blanca, fiancés jetés dans les plus dangereuses situations — cruels, barbus et rouges sinistres — et sauvés par leur foi immortelle en la vérité, la religion et, surtout, l'"American way of life".

Dans la troisième brochure, **L'Eveil** donc, nos héros, Pepe et Blanca, nous racontent "la montée et la chute" de la Révolution. Cela commence en janvier 1959. "Cuba a balayé la tyrannie de Batista". (Ils négligent de nous apprendre que la dite tyrannie était soutenue par les monopoles et les fusils yanquis.)

Après un éloge de la Réforme Agraire en général, on critique son application à Cuba, citant en exemple "celle de Porto Rico", qui a reçu l'agrément du Département d'Etat. Autre solution proposée: "Le gouvernement achète, à un juste prix, de grandes étendues de terre". Joli! Le peuple ne récupère pas sa terre, injustement possédée par les latifondiaires, il l'achète...

Pour finir, Pepe et Blanca, "les fiancés cubains épris de liberté sont obligés de fuir leur patrie, parce qu'ils ont compris, ainsi que beaucoup d'autres, que le régime de Castro est une dictature totalitaire."

Le Mexicain tel que l'illustré le change

La haine contre Cuba va de pair avec l'antipathie pour le Mexique. Cette antipathie était déjà sensible dès l'époque de la Révolution; elle s'accentua quand Cardenas expropria les compagnies pétrolières en 1938; elle se manifeste périodiquement par les attaques et les calomnies que lancent contre nous **Time, Life, U.S. News and World Report** et d'autres publications nord-américaines. L'industrie des "comics" ne saurait se passer, par ailleurs, de deux personnages-clés, le Mexicain **made in U.S.A.,** Cisco Kid et le Mexicain bien de chez nous, Pancho.

Cisco Kid, Lazo Kid ou tout autre Kid de même étoffe sont, en fait, des yanquis affublés en Mexicains... Ce sont de misérables blancs-becs qui aident le "shériff" nord-américain à imposer la justice, qui n'ont aucun vice et qui se trouvent satisfaits d'appartenir à une société aussi avancée et civilisée que celle des Etats-Unis.

Par contraste, Pancho, l'éternel écuyer d'un si particulier Quichotte, est gros, sot, sale, glouton. Il porte d'interminables moustaches et un immense chapeau, ne sait rien faire qui vaille et ne peut se sortir d'embarras sans l'aide de son patron, le tout-puissant Kid...

Cow-boys de tout poil, shériffs et bandits disposent de deux souffre-douleurs de choix: les malheureux peaux-rouges et les sous-développés mexicains...

Il faut dire que ce fainéant à chapeau de mexicain représente tous les peuples latino-américains... Les latino-américains sont aux yeux des yanquis des bêtes curieuses qui ne dépasseraient ni une exposition de phénomènes ni un zoo, ou bien du gibier de potence.

C'est ce qu'on appelle "la politique de bon voisinage"...

L'Homme-Singe et la loi de la jungle

Des magazines tels que **Tarzan, Kaanga, Camila, Wambi,** etc., trouvent une large audience. Ils s'inspirent tous de Tarzan, le personnage de Edgar Rice Burroughs.

Tarzan a ouvert la voie à l'imagination de nombreux écrivains et dessinateurs; ils ont reproduit à l'envi le héros blanc imposant la justice à coups de canne parmi les animaux, les nègres et autres peuplades sauvages des continents sous-développés.

Selon Monsivais, Tarzan, de même que le Fantôme de Falk et Davies et la "Confrérie de la Lance", "est une représentation du colonialisme".

Dans le genre d'aventures, le Tarzan de service a pour mission de délivrer de pauvres victimes aux mains d'esclavagistes arabes, de conspirateurs communistes ou de nègres sauvages. Les hommes de couleur y sont présentés sous trois aspects: comme des automates vaillants et fidèles, amis et serviteurs de l'Homme Blanc; comme des demi-bêtes cruelles et perfides, avec des accès de cannibalisme; enfin, comme des créatures bornées et drôles, que l'Homme Blanc doit protéger et maintenir dans leur heureux état d'innocente ignorance pour qu'elles ne souffrent pas.

Nous rejoignons, une fois encore, le nazisme et Hitler, qui s'entendait fort bien à subjuguer les peuples et prêcher le paternalisme: "Ce serait une erreur de vouloir éduquer les indigènes... Il vaut mieux ne pas leur apprendre à lire"...

Les illustrés font l'apologie du colonialisme. Qui s'habitue à voir, jour après jour, les blancs assujettir et massacrer les noirs, même sur papier, finira par accepter sans inquiétude de conscience les crimes de l'Alabama ou l'assassinat de Lumumba.

De la Croix gammée aux étoiles blanches

"Les Allemands — disait Hitler — et ceci est essentiel, devront former entre eux une société aussi impénétrable qu'une forteresse. Le dernier

des cochers allemands est supérieur à n'importe quel indigène."

Remplacez "Allemands" par "Nord-Américains", et vous avez là l'idéologie impérialiste, le mot d'ordre que diffusent les illustrés.

Ce n'est pas par hasard que, dans "Mein Kampf", le Fuhrer a désigné les Etats-Unis comme les héritiers de ses théories racistes: "Les Etats-Unis reconnaissent en partie le principe de la race sur quoi se fonde la conception de l'Etat Nazi." Il ajoutait: "L'élément germanique d'Amérique du Nord, qui a conservé la pureté de la race, est devenu le maître et seigneur du continent américain. Il maintiendra cette position tant qu'il ne commettra pas l'ignominie de mélanger son sang". ■

IMPORTATIONS D'U.R.S.S.

Livres : romans, ouvrages marxistes-lénistes, périodiques.

Cadeaux : parfums, broderies faites à la main, souvenirs, montres.

Disques : folkloriques et classiques.

CROSS WORLD IMPORTS CO. INC.

6548 boul. St-Laurent
Montréal 10

Tél.: 277-3536

Pie XII, comparse [1] et complice [2]

(1) *"COMPARSE: personnage qui se trouve dans une affaire, dans une société, et dont le rôle muet est insignifiant".*
"Le Robert"

(2) *"Qui ne gueule pas la vérité quand il sait la vérité, se fait complice des menteurs et des criminels."*
Charles PEGUY

par pierre fortin

Les guerres, qu'elles soient croisades, coloniales ou mondiales ont souvent reçu de l'Eglise bénédiction, approbation quand ce n'est pas justification. La guerre 39-45 ne fait pas exception. Dans le clergé espagnol, allemand, italien et même français, nombreux furent les évêques qui encouragèrent leurs ouailles à prier pour le succès du IIIème Reich hitlérien.

Au lendemain de la victoire des Alliés, beaucoup plus ambigüe apparaissait l'attitude du Chef de l'Eglise, le pape Pie XII. Habile arbitre pour les uns, machiavélique politicien pour les autres, longtemps il fut le sujet central de polémiques qui devinrent nettement orageuses quand la pièce de **ROLF HOCHHUTH, "LE VICAIRE"**, fut jouée sur scène. Accusation publique était portée. Pour répondre aux réfutations plus ou moins fantaisistes du clergé, des historiens étudièrent des documents officiels extraits des archives du Ministère des Affaires Etrangères du IIIème Reich. Ce sont les documents ayant trait aux affaires vaticanes que **SAUL FRIEDLANDER** a réunis dans un livre paru en octobre 64 aux éditions du Seuil, sous le titre: **"PIE XII ET LE IIIème REICH"**. Cet ouvrage ne tend ni à accuser, ni à défendre Pie XII, il analyse simplement les attitudes du pape durant les années de la guerre.

C'est après avoir pris connaissance de cette étude objective et précise que cet article a été écrit. Les prises de position qu'il contient, n'engagent que son signataire et ne prétendent pas refléter les opinions de l'auteur du livre qui, répétons-le, a fait oeuvre d'historien et non de polémiste.

Considérons d'abord l'attitude de Pie XII devant les crimes nazis sans nous préoccuper des motifs de son étrange silence.

Le 1939 à 1943, Hitler attaque et occupe successivement la Tchécoslovaquie, la Pologne, le Bénélux, la France, la Russie. En 1941, il ordonne l'extermination des Juifs, opération qui devait se poursuivre jusqu'à la fin de la guerre. Les réactions de Pie XII devant ces crimes sont rapportées, soit par les ambassadeurs d'Allemagne au Vatican, soit par le secrétaire d'Etat au Vatican, le cardinal Maglione, soit par d'autres diplomates étrangers, tous en mission officielle à Rome et dont la tâche première était d'observer et de rendre compte à leur gouvernement respectif de l'attitude du Saint-Père.

Hitler tue, Pie XII se tait

Le 15 mars 1939, les Allemands occupent la Tchécoslovaquie. Les Français protestent et demandent au pape de s'associer à leur indignation. Le pape refuse de prendre position prétextant que politiquement l'Eglise n'est pas concernée.

Le 14 avril 1939, le **Président** Roosevelt lance un appel à la paix et sollicite l'appui de Pie XII en lui demandant d'intervenir à Berlin et à Rome. Le pape répond qu'à cause des relations diplomatiques avec Hitler, il ne lui est pas possible d'agir à Berlin, mais il fera le nécessaire à Rome. Or, aucune mention n'est faite d'une intervention auprès de Mussolini, de plus, au début mai, Pie XII transmet ses propres propositions à Hitler, ce qui rend pernicieuse l'excuse donnée à Roosevelt.

LA POLOGNE. — En juin 1939, l'Allemagne se tourne vers la Pologne et exige le retour de la ville de Dantzig au Reich. La Pologne refuse sèchement et demande à la France et à l'Angleterre de garantir ses frontières. La tension monte, la guerre menace de gagner toute l'Europe. Au Vatican on ne s'émeut pas de cette tension, et Pie XII recommande aux Polonais, la prudence et la modération envers le Reich, puis en août, il leur suggère de céder Dantzig et la Poméranie au Reich.

Le 29 août, ultimatum de l'Allemagne; 1er septembre, les hordes hitlériennes déferlent sur Varsovie. Le Vatican reste coi. L'attitude pontificale à l'égard de la Pologne est aussi absurde et inique que celle d'un juge qui refuserait de condamner les brutalités d'un prévenu, sous le fallacieux prétexte que la victime n'a pas fait preuve de soumission.

France et Angleterre pressent le pape d'accuser l'Allemagne d'agression. Le pape rejette les demandes. De son côté, l'ambassadeur du Reich déclare: **"Le refus du pape de prendre parti contre l'Allemagne, concorde avec les promesses qu'il m'a transmises à ce sujet".**

Bien entendu, ceci n'empêche pas Pie XII de déclarer dans son encyclique en octobre 1939: **"La Pologne a bien le droit à la sympathie humaine et fraternelle du monde entier pour sa fidélité à l'Eglise",** et il ajoute: **"Confiance en la puissante intercession de Marie et sonnera l'heure de la justice et de la paix".** Peut-être la Pologne doit-elle sa libération à Marie, en tout cas elle ne doit rien à Pie XII, qui, le 1er janvier 1940, envoie ses voeux de bonheur au Führer, au gouvernement du Reich et au **"cher peuple allemand"** et précise que ses messages (l'encyclique) sont de caractère général qui ne doivent pas être interprétés comme des attaques contre l'Allemagne.

LA FRANCE. — Le 10 mai 1940, Belgique, Hollande et Luxembourg sont envahis. Le pape sort très prudemment de sa réserve, il envoie des messages aux souverains de ces pays pour exprimer... sa tristesse. Pas un mot de protestation. Mais l'"Osservatore Romano" publie ces messages, ce qui agace Mussolini qui exige que le pape donne l'ordre à ce journal de ne pas adopter une position favorable aux pays Alliés. Il obtient satisfaction. "L'Osservatore" s'abstiendra désormais de tout commentaire politique.

Après le Bénélux, la Norvège et le Danemark sont annexés, cette fois, silence total du Vatican. Ces pays ne comptent pas comme la Belgique un nombre suffisant de catholiques, ils n'ont donc pas droit aux messages de sympathie.

En juin 1940, c'est au tour de la France de subir l'invasion germanique. Le pape pense que la France devrait faire comme la Belgique: capituler. Mieux, le nonce apostolique exprime sa joie au sujet des victoires allemandes et souhaite l'entrée en guerre des Italiens. Le cardinal français Tisserant déclare: **"Je crains que l'Histoire n'ait à reprocher au Saint-Siège d'avoir fait une politique de commodité pour lui-même et pas grand'chose de plus, c'est triste à l'extrême, surtout quand on a vécu sous Pie XI".**

LA RUSSIE. — En juillet 1940, les Russes étendent leur domination en Europe occidentale. Pie XII commence à sentir la menace communiste. Il s'inquiète, il craint que si l'Allemagne s'obstine à vouloir abattre l'Angleterre à l'Ouest, le champ libre soit laissé aux Russes à l'Est. Hitler a dû le comprendre aussi, lui qui propose la paix à l'Angleterre. Lord Halifax refuse. Ce refus est qualifié par le Vatican d'**"entêtement inexplicable"** et la proposition d'Hitler est chaudement louée à Rome.

Pendant ce temps, dans les pays occupés par le IIIème Reich, les atrocités se multiplient. Des milliers de malades mentaux, de vieillards et même des prêtres polonais, sont gazés ou empoisonnés. Le pape se borne à rappeler qu'il n'est pas permis de tuer des personnes tombées à la charge de la communauté... et au moment où les informations les plus alarmantes affluent au Vatican, Pie XII prend enfin une énergique décision: il demande à l'Opéra de Berlin de venir jouer du Wagner à Rome. Heureusement pour l'humanité, accord est donné et le concert peut avoir lieu.

Au printemps 1941, l'attitude de Pie XII est commentée par l'ambassadeur allemand: **"Il faut tenir compte du fait que le pape, malgré la neutralité qui lui est imposée par sa position, ressent en fin de compte les choses en Italien et ne serait-ce que pour cette raison, ne pourrait jamais souhaiter une défaite des puissances de l'Axe (Allemagne et Italie)."**

Juin 1941. l'Allemagne attaque la Russie. Inutile de préciser qu'au Vatican on frétille de la soutane. Le Saint-Père lui-même, malgré les réserves auxquelles il est tenu, ne peut s'empêcher de parler de "croisade", et, en la basilique de Venise, un archevêque appelle la bénédiction de Dieu sur les vaillants soldats qui luttent pour la destruction du bolchevisme. Par extraordinaire, le bruit court alors en Espagne que Pie XII est un ennemi du Führer. Affreux ragots que le pape dément aussitôt, en déclarant à l'ambassadeur espagnol qu'il avait la plus chaude sympathie pour l'Allemagne et de l'admiration pour les qualités du Führer surtout dans un moment où il entreprenait d'aussi grandes choses. (La destruction de la Russie).

Décembre 1941, les Etats-Unis entrent en guerre. Au Vatican la décision de Roosevelt est sévèrement critiquée. A la conférence de Rio, les U.S.A. tentent d'amener les pays sud-américains à rompre leurs relations avec l'Allemagne, ils subissent un demi-échec qu'ils doivent au Vatican qui avait exercé des pressions pour garantir la neutralité de l'Amérique latine.

LES JUIFS. — **"Il y a une opposition foncière entre la doctrine de l'Eglise et les théories racistes".** C'est clair et net. Malheureusement, cette profession de foi du Vatican n'est restée qu'une phrase et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'opposition qui fut faite à l'extermination des Juifs a manqué de fermeté.

En 1941, 500,000 Juifs sont massacrés. Deux millions sont parqués dans les ghettos en Pologne. En janvier 1942, Hitler décide la "solution finale", c'est-à-dire l'extermination de tous les Juifs se trouvant dans la zone occupée par l'Allemagne.

Pie XII était-il au courant de ces crimes? Inévitablement. Les nonces apostoliques prévenus par les organisations juives avaient des renseignements détaillés sur ce qui se passait et sur ce qui allait se passer. Tout au long de l'année 1942, les informations précises arrivent au Vatican. De tous les pays, des supplications, des implorations sont faites au pape pour qu'il intervienne.

D'autre part, le colonel S.S. Gerstein (personnage important de la pièce "Le Vicaire") dans un communiqué adressé à l'Eglise, relate la mort atroce des Juifs exposés aux gaz dans le camp de Belzec.

Pressé de réagir de toutes parts, le Vatican répond qu'il a bien reçu de nombreux rapports concernant les mesures anti-juives, mais qu'il n'a pas été encore possible de vérifier leur exactitude (sic). Le message de Noël 1942 de Pie XII est attendu avec espoir par des millions de gens qui misent sur une condamnation claire des crimes nazis. Or, sur un texte de 26 pages, seul un bref paragraphe, d'ailleurs peu explicite, déplore **"que sans aucune faute de leur part, par le seul fait de leur nationalité ou de leur race"** des millions de personnes ont été vouées à la mort.

Le pape est certain de s'être expliqué très clairement et il est très surpris de voir que le monde est d'un avis tout différent. Il dit alors qu'il croit que les récits sur l'extermination des Juifs sont un peu exagérés à des fins de propagande et que de toute façon, dans son message de Noël, il n'aurait pu accuser les nazis sans aussi accuser les Russes, ce qui aurait déplu aux Alliés. On s'est longtemps demandé ce que les Russes venaient faire dans cette histoire... on se le demande encore.

A part ce message de Noël, rien d'autre n'a été tenté par le Vatican en faveur des Juifs. On a parlé d'aide matérielle, de protection. C'est vrai et c'est faux. C'est-à-dire que l'initiative était laissée aux évêques de soutenir ou non les Juifs persécutés. Cette liberté d'action est en fait l'aveu d'impuissance du Vatican à prendre une position radicale face à l'extermination d'un peuple. Le pape le reconnaît dans une lettre à Mgr Preysing, archevêque de Berlin: **"Le Vicaire du Christ s'est trouvé devant une porte qu'au-**

cune clé ne pouvait ouvrir." Et alors, on ne sait pas enfoncer une porte à Rome ?

LA FIN DU REICH. — Le 10 juillet 1943, les Alliés débarquent en Sicile. Roosevelt envoie un message au pape. **"Nos soldats viennent libérer l'Italie du fascisme".** Silence à Rome. L'Osservatore Romano" ne parle même pas du débarquement et le pape utilise le mot **"souci"** en rapport avec les combats de Sicile.

Le 25 juillet, Mussolini est arrêté. Le gouvernement qui le remplace risque de glisser vers la gauche. Au Vatican on se réveille, on s'affole même un peu. Pour Pie XII, il est urgent d'obtenir la paix. Il espère y arriver avant septembre. Il souhaite le retrait des troupes d'Italie, et la formation d'une coalition occidentale contre le communisme, en même temps il fait pression pour qu'un régime de faveur soit accordé à Mussolini ainsi qu'aux fascistes déchus. C'est à cette époque qu'il déclare que le sort de l'Europe dépend d'une résistance victorieuse de l'Allemagne sur le front russe.

Tous les plans qui visent à affaiblir le Reich sont condamnés par le pape. Pour lui, maintenant, **"le peuple allemand est un grand peuple qui dans son combat contre le bolchevisme, se sacrifie non seulement pour ses amis, mais aussi pour ses ennemis actuels".**

Septembre 1943, les Allemands occupent Rome. Il va de soi que le Vatican est entièrement respecté et que tous les égards sont pris envers la Curie. Pour répondre aux Alliés qui croient le pape prisonnier, Radio-Vatican déclare que le Saint-Siège n'est pas menacé par les troupes allemandes.

Les 8,000 Juifs de Rome sont déportés comme otages. Ceci se passe pour ainsi dire sous les fenêtres du pape qui menace de protester . . il ne protestera pas. En 1944, ce sont les Juifs de Hongrie qui sont déportés. Les pressions auprès du Vatican recommencent. Après avoir eu beaucoup de difficultés pour obtenir une entrevue avec un envoyé du Vatican, le grand rabbin Herzog, fera des propositions très concrètes dont le Vatican ne tiendra jamais compte.

A la défense de Pie XII

En 1945, c'est la fin de la guerre. Depuis, nous avons connu Jean XXIII et le pape actuel Paul VI. Est-ce parce que de méchantes langues affirment que ce dernier a de nombreux points communs avec feu Pacelli que la sainte presse tente par tous les moyens de redorer le blason de Pie XII ?

Le 11 mars dernier par exemple, paraissait dans le "Le Devoir" un article de M. Sauriol qui tendait à justifier l'attitude du Saint-Père durant la guerre. Outre que le quart de cet article était consacré à Pie XI (qui lui sans aucun doute possible était opposé au nazisme), il contenait deux informations totalement fausses. La première concernant l'appui qu'aurait donné Pie XII au cardinal Mundelein, cet archevêque de Chicago qui dénonça Hitler et Goering. Mundelein fut soutenu par Pie XI, mais le futur Pie XII, alors secrétaire d'Etat, se désolidarisa de l'allocution violente de son chef, à tel point que l'ambassadeur allemand au Vatican pouvait écrire: **"Les déclarations que m'a faites le cardinal secrétaire d'Etat, s'opposent de façon frappante avec l'attitude du pape".** M. Sauriol dit encore, que devenu pape, Pie XII faisait la distinction entre Hitler et le peuple allemand. C'est mal présenter les choses. Ce que Pie XII n'aimait pas chez Hitler, c'était sa politique anti-religieuse à l'égard des catholiques allemands; n'eut été cela, il est probable qu'aujourd'hui Pie XII serait accusé de collaboration parce que c'est la seule raison qui l'a jamais empêché d'appuyer publiquement Hitler.

Quelques jours plus tard, dans ce même "Devoir", un député écrivait à peu près ceci: "Il est sordide de chercher ce que Pie XII n'a pas fait pour les Juifs alors qu'il y a tant de choses qu'il a faites pour eux". Quand on cherche la vérité, rien n'est sordide, Monsieur le Député et tous les jésuites du Canada et des alentours n'y changeront rien, Pie XII ne s'est jamais élevé contre les crimes nazis. Il y a à cela deux raisons: a) Pie XII vénérait tout ce qui était allemand; b) Il comptait sur l'Allemagne pour combattre le communisme dont il avait une sainte peur.

Les seules protestations que le pape a faites ont été pour défendre les droits menacés des catholiques européens, et encore, en termes toujours très nuancés, puisqu'il devait tenir compte des 40 millions de catholiques allemands, favorables à Hitler, ce qui n'était certes pas une raison suffisante pour les choquer par des déclarations trop nettes qui les détourneraient de Rome.

Voyons maintenant plus en détail les raisons du silence du Saint-Père.

A) PIE XII AIMAIT L'ALLEMAGNE.

Le 2 mars 1939, le cardinal Pacelli est élu pape. Auparavant, il a été pendant douze ans nonce à Munich et à Berlin. Il est considéré par les Allemands comme un grand ami de l'Allemagne, surtout parce qu'il s'est toujours opposé à l'attitude de Pie XI ennemi déclaré du national-socialisme. Pendant la guerre d'Abyssinie, il a encouragé Mussolini et le nationalisme italien. Lors du plébiscite qui devait décider de l'avenir de la Sarre, il aide la campagne électorale nazie. A l'élection pontificale, il est le candidat préféré des Allemands. Trois jours après son élection, le premier ambassadeur qu'il reçoit est celui d'Allemagne qu'il

charge d'exprimer au Führer sa profonde gratitude. Mieux, il laisse entendre à l'ambassadeur que le régime politique instauré par Hitler en vaut un autre. Une si bonne volonté obtient un résultat immédiat: les journaux allemands cessent de critiquer le Vatican, déplorable manie qu'ils avaient prise sous Pie XI.

La même année, un mois après l'écrasement de la Tchécoslovaquie, Pie XII déclare à un groupe de pélerins allemands: **"Nous avons toujours aimé l'Allemagne où nous avons eu le privilège de passer des années de Notre vie, et Nous l'aimons davantage encore maintenant".**

Le 1er janvier 1940, après l'anéantissement de la Pologne, le pape déclare au chargé d'affaires allemand qu'il était faux de croire qu'il était opposé aux Etats totalitaires et que sa sympathie pour l'Allemagne était inchangée. En mars, il reçoit le ministre des Affaires étrangères, Ribbentrop, qui lui dit que, bien sûr, il y avait quelques petits problèmes entre l'Eglise et l'Etat à l'intérieur de Reich, mais qu'il ne fallait pas oublier que l'Etat dépensait un milliard par an pour l'Eglise et qu'en fin de compte c'était grâce au national socialisme si le chaos bolchevique ne s'était pas installé en Europe et que actuellement, l'Allemagne étant engagée dans une lutte qu'elle mènerait jusqu'à la victoire, on verrait seulement par la suite si un arrangement entre l'Eglise et l'Etat était possible. Le pape opine de la tiare et admet sans réserves ces faits concrets.

De Pologne, Pie XII reçoit des informations qui blessent ses papales oreilles: il paraîtrait, à ce que l'on raconte, que les femmes polonaises sont stérilisées, les jeunes filles violées ou emmenées dans les bordels allemands. Un envoyé de Mussolini dément bien vite ces affreuses allégations et le pape qui se méfie des rumeurs provocatrices croit..ou ne croit pas; de toute façon, il faut étouffer les scandales, en particulier ceux qui irriteraient les catholiques allemands.

En janvier 1941, nouveau voeux de bonheur au Führer et au gouvernement du Reich, nouveau rappel du béni séjour en Allemagne, un de ses plus beaux souvenirs. Cette attitude commence à déplaire aux Américains qui viennent à Rome parler monnaie, ils n'ont pas changé depuis) et demander pourquoi Sa Sainteté est si conciliante avec les dictateurs quand, d'un autre côté, la caisse du Vatican est alimentée en dollars. Le Pape leur répond de prendre patience: **"Une guerre entre l'Allemagne et la Russie est imminente. Le Vatican fera tout pour hâter cette guerre et même encourager Hitler en lui promettant un appui moral. L'Allemagne vaincra la Russie, mais sera tant affaiblie que l'on pourra lui parler sur un autre ton".** Un vrai petit général, ce pape.

Effectivement, en juin 1941, l'Allemagne attaque la Russie. Si le pape qui souhaite la victoire du Reich, ne prend pas position ouverte en faveur de l'Allemagne, c'est que à cause du comportement d'Hitler qui persécute maintenant les catholiques, les relations se sont brusquement tendues entre Rome et Berlin. Partagé entre deux sentiments contraires, le pape, une fois de plus, reste muet.

B) LA PEUR DU COMMUNISME. Jamais pape n'eut si peur du communisme. Cette frayeur est certainement la cause de son mutisme à un moment, où normalement, dans l'intérêt des catholiques d'Europe, il aurait dû se départir de sa réserve, nonobstant sa sympathie au Reich.

Les premières alarmes de PIE XII remontent à 1939 alors que circulent les rumeurs concernant la signature d'un pacte de non agression germano-soviétique. Dans une tentative de médiation pour maintenir la paix en Europe, Pie XII propose une conférence à cinq, c'est-à-dire, l'Allemagne, l'Italie, la France, l'Angleterre et la Pologne. De Russie, point. Il espère ainsi la tenir à l'écart et rêve déjà d'une coalition occidentale qui écraserait le communisme athée.

Durant l'année 1942, les relations Vatican-Reich se détériorent. Hitler interdit l'accès des pays occupés aux prêtres catholiques. Or, l'Eglise qui avait formé des prêtres spécialement pour réévangéliser la Russie (on était bien sûr de sa défaite) fait comprendre à Hitler que les intérêts du Reich et du Vatican sont les mêmes dans le combat contre le bolchevisme. Si Hitler faisait preuve d'un peu plus de compréhension envers les prêtres allemands, le pape pourrait appuyer ouvertement l'Allemagne sur le front Est.

Non seulement Hitler refuse, mais il envenime les choses. Le pape menace alors d'abandonner sa réserve, malgré la répugnance, qu'il aura à le faire. Hélas, les Alliés débarquent en Afrique du Nord et les forces allemandes capitulent à Stalingrad. Ce n'est plus le temps pour Pie XII d'ennuyer Hitler, il urge au contraire de l'encourager à barrer la route au communisme.

Mais Hitler, lui, pense à signer la paix avec la Russie. Panique au Vatican. En mai 1943, le pape confie à l'ambassadeur d'Italie que pour aider l'Allemagne, il est prêt à mobiliser les forcer antibolcheviques de l'Europe. Entre temps, les tentatives d'armistice entre les deux pays échouent, mais Pie XII craint une relance des négociations germano-russes, il reçoit l'ambassadeur d'Allemagne et lui confie que **"il n'existait aucune base pour une tentative de paix, étant donné que les Russes réclamaient une reddition inconditionnelle"**, il en profite aussi pour reparler des

intérêts communs du Reich et du Vatican dans la lutte contre le communisme.

Après l'arrestation de Mussolini, le prolétariat italien s'organise rapidement et cherche à prendre le pouvoir. Misère et désolation, les suppôts de Staline à la porte du Vatican, il germe alors, sous la calotte papale, un plan très audacieux: obtenir une paix honorable pour l'Italie où les Alliés ont débarqué, cette paix devant être le premier pas vers une unité d'action entre les Alliés et les puissances de l'Axe (Allemagne, Italie) qui pourraient former un front commun et chrétien qui marcherait sur Moscou.

Mais, outre que les Alliés ne sont pas du tout disposés à sympathiser avec les Allemands, Staline, vieux renard, pour ne pas prêter le flanc aux reproches du Vatican, multiplie les gestes de libéralisme religieux en nommant lui-même les évêques orthodoxes. Cette attitude achève de ruiner les espoirs de Pie XII.

Pourtant, ce plan n'avait que le défaut de venir trop tôt. A peu de chose près, nous sommes aujourd'hui dans la situation rêvée par Pie XII en 1944.

Quelque dix ans après Varsovie, Stalingrad, Hiroshima, Pie XII, de son balcon, devant deux cent mille personnes, comparait la bombe atomique à un cancer monstrueux qui rongerait la planète.

Ce qu'il faut penser de cela? Ce que vous penseriez d'un homme qui assisterait au lynchage d'un autre et qui attendrait pour crier "A l'assassin" qu'il ne reste plus de la victime qu'une croix dans un cimetière militaire et de l'assassin, un vague souvenir dans les manuels d'Histoire.

Quand on se veut pape de la Paix, c'est avant et pendant le carnage qu'on hurle à la mort, pas après.

1

La ségrégation raciale ça existe à Montréal

Il n'y a certainement aucun Québécois ayant du coeur au ventre qui soit resté insensible à la récente marche sur Montgommery pour l'obtention du droit de vote par les Noirs de l'Alabama. Quand des milliers de personnes se déplacent! Quand cette question qui chatouille le corde sensible du premier "humaniste" venu, fait la manchette des quotidiens! Quand le président Johnson délègue un contingent de 1500 hommes de la milice en Alabama pour que la manifestation, qui se déroule paisiblement, se poursuivre sans réactions violentes contre les marcheurs!...

Notons-le bien: il existe aux Etats-Unis une Déclaration des Droits de l'Homme, préconisant l'égalité, la liberté. Or, le président Johnson se voit obligé de recourir à la force armée. Il y a donc un fossé énorme entre les lois et les faits. Ce n'est pas tant pour la reconnaissance formelle de leurs droits, genre Déclaration des Droits de l'Homme, que luttent présentement les Noirs, mais pour la reconnaissance effective de ces droits. Les plus lucides le voient bien, et on peut s'attendre à ce que bientôt, dans leurs actions collectives, ils se moquent de passer par les lois pour obtenir cette reconnaissance effective.

Comme le mentionnait Jean-Marc Léger dans un éditorial du **Devoir**, lundi le 29 mars dernier: "...cette reconnaissance effective de l'égalité et l'élimination des formes diverses de la discrimination (...) a pu se faire plus rapidement dans les pays où historiquement le problème des Noirs ne s'était guère posé parce que ceux-ci y étaient peu nombreux. Il en est résulté un apparent libéralisme qui a révélé sa fragilité au fur et à mesure qu'y grandissait le nombre des Noirs."

Au Canada, au Québec, qu'en est-il? Des Canadiens, des Québécois, ont participé à la marche sur Montgommery. La télévision nous a permis de les voir brandissant des pancartes: "Le Québec est là", etc. On sympathise avec des Noirs "éloignés". Mais qu'arriverait-il si le nombre des gens de couleur augmentait considérablement dans le Québec? Et à l'heure actuelle?

Dernièrement, je rencontrais une jeune montréalaise dont le fiancé, un Noir, habite Toronto. Il devait passer une semaine à Montréal, et la jeune femme s'était occupée de lui retenir une chambre dans un hôtel "bien coté". Elle connaissait mieux que nous les obstacles que rencontre un Noir même au Canada, semble-t-il. Aussi mentionnait-elle la couleur de son fiancé. C'est avec révolte qu'elle m'apprit qu'on avait refusé à plusieurs endroits. Et c'est avec étonnement que j'appris que la discrimination raciale, aussi ouverte, **ça existe à Montréal.**

Cet incident s'est produit en janvier 1965. Pourtant, en janvier 1964, entrait en vigueur une loi provinciale qui n'est qu'un début de législation contre la ségrégation. La loi condamne toute ségrégation dûe à "la race, la couleur, la nationalité, l'origine ethnique ou le lieu de naissance." Belles paroles! et qui ne concerne strictement que le domaine de l'hôtellerie. Après un an on voit ce que cela a donné. J'ajoute cependant qu'à l'heure actuelle il semble que la discrimination en ce domaine soit en voie de régression. Serait-ce que les capitalistes s'humanisent? D'autant plus que cette loi contrarie les propriétaires de grands hôtels qui reçoivent souvent des congréssistes américains, de ces messieurs qui pourraient bien ne pas supporter qu'un Noir utilise le même urinoir qu'eux! Devrait-on pour une fois féliciter le gouvernement Lesage?

Dans le secteur de l'emploi, il existe également une loi, adopté en juillet 64, dite "Loi sur la discrimination dans l'emploi", qui est entrée en vigueur le 1er septembre dernier. Mais cette loi ne s'applique pas à tous les travailleurs; à l'article 1, paragraphe b), on peut lire (définition des termes): "employeur — "quiconque, y compris sa Majesté, fait exécuter un travail par un salarié; cependant, ce mot ne comprend pas:

1° celui qui emploie moins de cinq salariés;

2° une association ou corporation sans but lucratif consacrée exclusivement à des fins religieuses, philanthropiques, éducatives, charitables ou sociales, ou vouée essentiellement au bien-être d'un groupe religieux ou ethnique;" (1)

De toute façon, elle ne relève que de la Commission du salaire minimum, ce qui n'est qu'une bien piètre garantie. De plus, elle confirme en partie ce que nous avons dit: aux Noirs ne sont accordés que des emplois inférieurs. Nous savons qu'on leur **réserve** la plupart du temps des emplois de "porters"; ce qui ne fait que confirmer dans les esprits l'image "trop américaine" du Noir serviteur, dont le père était esclave. Le Noir moyen, à compétence égale, est vite plafonné. "Cela ne va pas jusqu'au lynchage comme dans le Deep South américain, mais cela s'exprime par une politique de refus polis et de murs infranchissables." (Alvin Johnson, journaliste noir de Montréal)

Mais c'est surtout dans le domaine du logement que s'exerce la discrimination. Ici aucune loi. Aux Noirs, on réserve le quartier St-Antoine, la pire région de taudis de la ville. Par contre, certains quartiers les éliminent presque automatiquement; les propriétaires affirment que les logements sont vite dévalués si on y permet une "infiltration" de Noirs: c'est ce qui arrive actuellement dans un secteur de Côte-des-Neiges.

Le "Negro Community Centre" de Montréal a pour objectif de faire adopter dans la province de Québec, des lois claires et précises sur le sujet. "Mais le Québec n'y va que par petite bouchées", nous dit un des dirigeants du mouvement. Et la loi votée, tout ne serait pas dit. Même si elle était votée sans de multiples exceptions cette fois-ci. Car il faudrait aussi prévoir comme en Ontario, par exemple, une Commission spéciale chargée de tous les cas de discrimination, devant laquelle l'individu lésé peut déposer ses plaintes, et qui ferait des enquêtes sérieuses avant de présenter la cause devant les tribunaux.

Avec l'aide d'une telle commission, l'individu lésé ne serait plus seul. Cette commission le déchargerait aussi des questions financières: un Noir qui souffre habituellement de discrimination n'est jamais assez riche pour prendre à ses frais une action contre un plus riche, surtout, quand une telle commission n'existe pas, s'il est presque assuré d'avance que les tribunaux lui seront hostiles. Alors les minorités auraient droit de parole et la chance de se défendre. Alors seulement l'Etat remplirait son rôle. L'Etat n'est pas là pour protéger les droits des plus forts, mais pour assurer droit de cité aux plus faibles. (Que la réalité me taxe d'illogisme!)

Nous avons fait un certain parallèle entre la situation des Noirs aux Etats-Unis et leur situation au Québec, à Montréal. Aux Etats-Unis, disions-nous, la reconnaissance juridique de l'égalité des Noirs ne règle rien. Et pourtant nous préconisons ici la promulgation d'une telle reconnaissance, dans tous les secteurs.

Aux Etats-Unis, dans les Etats du Sud, il y a de la part des Noirs, trop de haine accumulée. Les Blancs font ouvertement violence aux Noirs: il sera difficile à ces derniers d'obtenir ce qu'ils réclament sans user de la force. Ici, les Noirs sont beaucoup moins nombreux, les Québécois plus tolérants parce qu'ils n'ont pas le souvenir de luttes raciales dans leur histoire: les problèmes de discrimination peuvent se discuter d'une façon moins émotive, plus lucide. D'autant plus que la plupart d'entre nous, nous croyons très différemment des Blancs du Sud des Etats-Unis.

D'abord, afin d'éliminer les situations déplorables qui existent de fait ici, ensuite parce qu'on ne peut exclure de l'avenir l'hypothèse que des Noirs de plus en plus nombreux émigrent ici, (il y en avait environ 5,000 à Montréal en 1963), il est urgent que le Québec repense ou pense ses lois dans ce domaine.

De plus, tout nous porte à croire que les Québécois, tout comme aux Etats-Unis, vivent ces problèmes de façon émotive, bien qu'ils croient les discuter sur un plan intellectuel. Les préjugés ne manquent pas. On condamne l'attitude américaine, mais on évitera les Noirs. On n'accepterait pas un Noir comme éducateur de ses enfants, comme travailleur social. Les exceptions à la loi sur la discrimination dans l'emploi prouvent que le gouvernement a peur de la réaction de la masse. Et combien de fois entendons-nous des femmes dire: (c'est la

question clef qui revient toujours dans une discussion de femmes sur le problème noir.) "Moi, j'en épouserais pas un Noir." A la question "pourquoi", on s'empresse toujours de répondre que ce n'est pas à cause d'une réticence personnelle, mais à cause de la société qui leur créerait à elles, à leurs enfants, de multiples problèmes. Multipliez cette attitude négative, et vous êtes tout près de la ségrégation. Du moins, c'est une preuve que chez nous, la reconnaissance complète des droits des Noirs est loin d'être acquise.

D'autre part, il ne faut pas se leurrer sur l'"humanisme" des gouvernants, aux Etats-Unis comme au Québec. Même lorsqu'il s'agit d'un L.B. Johnson qui protège par la force la marche sur Montgomery. N'a-t-on pas entendu à maintes reprises à la radio, à la télévision: "Il est honteux pour la RENOMMEE..", "Il est désavantageux pour la propagande américaine..."

Commentant la déclaration de la Cour suprême américaine, déclarant l'illégalité de la ségrégation dans les écoles publiques en 1964, James Baldwin écrivait dans **l'Express**, du 4 juillet 1963: "Aux yeux de l'Afrique et de l'Asie, la démocratie américaine apparaît comme une démocratie de Blancs. Le gouvernement de Washington en est parfaitement conscient." Et plus loin: "La plupart des Noirs que je connais ne pensent pas que cette immense concession eut jamais été faite s'il n'y avait eu la concurrence de la guerre froide et le fait que l'Afrique, qui venait de se libérer, devait être, pour des raisons politiques, courtisée par les descendants de ses anciens maîtres."

En résumé, le Québec n'a pas de loi contre la discrimination en matière de logement, ses lois concernant l'emploi souffrent de nombreuses exceptions et, de plus, ne sont pas respectées. Reste l'hôtellerie où un texte de loi interdit toute forme de discrimination; encore une fois, on sait que cette loi n'est pas observée. Et si le gouvernement Lesage a jugé bon, dans ce domaine bien précis, d'aller contre les intérêts des grands hôtelliers, on peut penser que c'est pour la renommée du Québec; tout le monde sait qu'en 67, il y aura l'Exposition universelle: les Noirs eussent pu songer à manifester comme à la Foire de New York.

monique chénier

2

LA REACTION TRIOMPHE CHEZ LES ETUDIANTS

L'élection du président de l'A.G.E.U.M. qui a eu lieu dernièrement à l'Université de Montréal prend une signification particulièrement inquiétante pour tous les socialistes du Québec. Depuis quatre ou cinq ans, la classe étudiante, et surtout celle de Montréal, était considérée comme révolutionnaire; plusieurs manifestations, dont quelques-unes à caractère social, les déclarations radicales des dirigeants de l'A.G.E.U.M., les groupements terroristes (recrutant surtout chez les étudiants), et en novembre, la fondation d'un syndicat étudiant, tout laissait croire au public québecois que du jour au lendemain, les étudiants étaient prêts à renverser le gouvernement actuel pour en instaurer un des plus radicaux. Aujourd'hui, tout s'éclaire. Jean Lesage, Bona, Emilien, Wagner et "Aujourd'hui Québec" peuvent dormir tranquilles, les étudiants de l'université de Montréal ont choisi l'ordre établi et le confort. D'aucun diront que j'exagère, qu'après tout, Michel Pelletier, le président élu, est indépendantiste, (vous l'ignoriez peut-être, messieurs des H.E.C.), qu'il est de centre-gauche (c'est lui-même qu'il l'a déclaré) mais ce n'est pas d'après la personnalité du candidat élu qu'on peut juger de cette élection mais d'après la campagne qu'il a faite, ce, parce que Michel Pelletier était à peu près inconnu de la majorité des étudiants avant la mise en nomination.

Quel était le choix de l'électorat? D'une part, Serge Ménard, ex-directeur du "Quartier Latin", qui s'est déclaré publiquement socialiste et indépendantiste au cour de l'année. Les principaux point de son programme électoral étaient les suivants: lutte sans merci pour la gratuité scolaire, et revendication auprès de la municipalité pour l'aménagement d'un quartier étudiant. Serge Ménard s'est aussi prononcé contre le Prêt d'Honneur qu'il considère comme un palliatif qui a trop duré. Malgré que Ménard soit loin d'être un extrémiste, il incarne pour l'étudiant moyen la gauche radicale du monde éstudiantin.

L'autre candidat: Michel Pelletier, étudiant aux Hautes Etudes Commerciales, vice-président de sa faculté et représentant au conseil de l'A.G.E.U.M. J'ignore quelles sont les réelles intentions de Michel Pelletier, mais son programme est un chef-d'oeuvre du compromis et de la modération: ne pas bousculer le gouvernement qui a des tas d'autres priorités avant la gratuité scolaire, encourager le Prêt d'Honneur et restructurer l'A.G.E.U.M. par l'addition de nouveaux services comme un bu-

reau de griefs, un bureau d'aide légale aux étudiants, etc... On se retrouve en plein corporatisme quoi!

Que s'est-il donc passé pour que les étudiants changent ainsi leur fusil d'épaule, direz-vous. En fait, il ne s'est rien passé du tout. Depuis quatre ans, il n'y avait pas eu d'élection à la présidence de l'A.G.E.U.M., les trois derniers présidents ayant été élus par acclamation. Quatre ans qui correspondent, à peu de choses près, à la période révolutionnaire du milieu étudiant ou du moins à sa période d'intégration aux problèmes sociaux et politiques. Ce qui revient à dire que la majorité des étudiants ne suivaient pas leurs dirigeants puisque Pelletier a été élu avec une majorité plus que confortable. Faut-il croire que les étudiants sont bourgeois ou qu'il n'ont aucune conscience politique et sociale? En fait, il y a des deux. Qu'ils soient bourgeois, c'est un fait incontestable: ils viennent, pour la plupart du milieu bourgeois et leurs études les dirigent vers les postes de commande. De ça, ils sont conscients; par conséquent, ils ont les réactions de leur milieu. Qu'ils ne soient pas politisés, ceci est moins flagrant. Les manifestations Gordon et McGregor, la marche sur Québec et la grève du 8 avril dernier ont eu l'adhésion de milliers d'étudiants. Mais était-ce vraiment par conscience politique qu'on descendait dans la rue? Les dernières élections nous laissent croire qu'il y avait là une grande part de folklorisme, parce que le vote individuel et secret démontre beaucoup plus une adhésion réelle à une politique qu'une manifestation où tout le monde crie n'importe quoi et qui n'engage à rien.

Wagner peut se féliciter, ses matraqueurs ont fait du bon travail. Mais il reste encore des étudiants qui n'ont pas fini de lutter. Ménard a quand même recueilli plus d'un millier de voix et plusieurs dirigeants se promettent de continuer la bataille syndicaliste à peine amorcée. Cette lutte doit se faire premièrement au niveau de l'étudiant. Il reste encore à lui faire prendre conscience qu'il vit dans un pays où tous ne sont pas comme lui: des bourgeois en puissance. L'électorat a dit son mot, espérons que se ne sera pas le dernier.

nicole fortin

3

Gauche... Droite... Gauche

Il s'en est fallu de peu que la "Semaine syndicale de l'Union Générale des Etudiants du Québec" (U.G.E.Q.) ne se termine sur des témoignages d'admiration réciproque de la part des centrales syndicales québécoises, et de pieux souhaits de collaboration étroite.

Heureusement, Jean Marchand, président de la C.S.N., était là pour refroidir l'enthousiasme un peu acide du président de l'U.G.E.Q., Jacques Desjardins, qui, le dernier jour de la semaine, au cours d'un colloque réunissant les présidents des quatre centrales (sauf celui de l'U.C.C. remplacé par Me Moreau, directeur de l'organisation générale à l'U.C.C.), devait inviter la C.S.N. et la F.T.Q. à mettre un terme à leurs luttes intersyndicales, dont Pierre Vadeboncoeur avait nié l'existence au cours du même colloque, pour se joindre à l'U.G.E.Q. et à l'U.C.C. et faire un front commun devant le gouvernement avant qu'il ne rate à tout jamais le "beau bateau" de la "révolution tranquille".

L'invitation de Desjardins n'est pas la première, ni non plus la dernière, qui est faite à des mouvements de gauche d'unir leurs forces. Une chose au moins est neuve, c'est que la portée d'une telle invitation s'élargit constamment, car des "mouvements de gauche", ce n'est plus ce qui manque au Québec. Aux dernières nouvelles, la liste s'est enrichie d'un groupe on ne peut plus prestigieux, l'Union Nationale! Quand on sait (nous le tenons de la bouche même de son chef) que le présent gouvernement est aussi à gauche, plus précisément de centre-gauche, il y a de se demander s'il reste une droite au Québec.

Il n'y a sans doute que les Québécois pour faire des virages aussi brusques; tout le monde sait qu'il y a à peine 5 ans, il n'y avait pas de gauche au Québec, si on excepte quelques artistes, dont les membres du Parti communiste canadien!

Mais on n'a pas le choix. Nous sommes condamné à vivre dans un pays de gauchistes. C'est triste, parce qu'on ne s'y retrouve plus très bien. Du temps de la droite et des artistes, on savait à quoi s'en tenir: il y avait les bonnes gens et les "maudits barbus". Maintenant, allez donc vous y retrouver; on ne s'assoit plus à votre table au restaurant sans vous prévenir qu'on est de gauche, ou bien encore socialiste. Faut-il dire qu'il y a des jours où la tentation nous vient de répondre, face à certaines gueules, que vous êtes résolument à droite!

On ne va cependant pas se quereller pour des mots. Un nouveau départage des forces devient de plus en plus nécessaire. Dans cette gauche québécoise qui croît comme la gangrène, il faudra diviser nettement les réformistes, c'est le grand nombre, et les révolutionnaires.

Quand au dernier jour de la "Semaine syndicale" le président Desjardins a proposé une superstructure, des cadres nouveaux, devant permettre de mener des recherches communes et d'exercer des pressions concertées sur le pouvoir en place, il ne faisait de doute pour personne qu'il s'agissait là de grouper des forces réformistes; la mise en accusation qui avait précédé l'invitation, les propos des jeunes sur le syndicalisme au colloque du jeudi soir et la conférence de Fernand Daoust, de la F.T.Q., donnée la veille, en sont d'ailleurs la preuve.

Sauf peut-être Jean qui-ne-se-trompe-jamais Marchand, de la C.S.N., tous les syndicalistes présents ce soir-là et les autres, ont admis que le syndicalisme québécois est loin d'être révolutionnaire, qu'au contraire, il "marche à plein" dans le système.

Mais quelle que soit l'opinion qu'on se fait des centrales syndicales actuelles — et les plus avancées ne sont pas toujours celles qu'on pense, celles aux chefs "panachés" — une forme quelconque de regroupement semble à ce moment-ci éminemment souhaitable, pour la bonne raison qu'il est urgent que l'actuel gouvernement de centre-gauche ait un ennemi avoué. Il a effectivement un ennemi puissant qui est le peuple québécois, mais il est sans voix.

Au delà d'une structure réunissant les quatre centrales syndicales, on peut même songer à un mouvement beaucoup plus large auquel accorderaient leur appui tous les mouvements réformistes et révolutionnaires. Il n'est évidemment pas question de créer un nouveau groupe dans lequel se perdraient tous les autres, mais simplement de réunir le plus souvent possible tous les "gueulards" du Québec, pour qu'il ne soit plus possible au gouvernement Lesage de se sentir "maître chez-nous", qu'il soit évident pour tous les Québécois que l'insatisfaction n'est pas un phénomène d'officine, mais le sentiment général qui se manifeste ouvertement.

Tout en étant un pas dans cette voie, "la Semaine syndicale de l'U.G.E.Q." a permis de constater une fois de plus combien l'aliénation est grande chez-nous. C'est un savant professeur d'université, entre autres, qui laissait entendre qu'on devrait bien cesser ici d'écrire des articles d'amateurs, pour mettre tous ses efforts à la recherche sérieuse, qui n'est pas subventionnée suffisamment. On fit heureusement remarquer au même savant professeur que c'est bien aux structures et aux gouvernements actuels, qui ne subventionnent pas la recherche scientifique, que les militants s'attaquent, et que plutôt de rester assis entre deux chaises, les professeurs et les chercheurs devraient bien accepter de mettre la main à la pâte pour, eux aussi, bâtir un Etat où les travailleurs de toute catégorie pourront vivre et oeuvrer dans de meilleures conditions. Quand on s'obstine à mettre la charrue devant les boeufs, on risque de mourir au bord d'un champ vierge.

x x x

Il y a des chances, dans ce contexte, que les réticences tombent de plus en plus, qu'un nombre suffisant de citoyens se radicalisent au point d'entreprendre bientôt la vraie révolution québécoise qui se fera, au départ, n'en doutons point, contre bien des éléments de la gauche actuelle, qui se fera dans le seul but d'assurer la complète libération des Québécois du capitalisme étranger.

Les étapes de cette libération sont lentes, laborieuses et souvent pénibles. Une certaine réunification de "la gauche officielle" en est une. Les militants ne s'y refuseront pas.

charles gagnon

4

Arsinoff and Co. Ltd. 288 Lafleur, Ville La Salle

La condition ouvrière au Québec est pénible. On nous montre toujours comme exemple de l'ouvrier, celui qui travaille pour une grande entreprise où la situation est relativement bonne. Or, il existe un effectif ouvrier très important qui travaille dans les services et les petites entreprises. Les conditions y sont très précaires.

Dans notre société basée sur le profit maximum, la place réservée à l'ouvrier dépend dans une large mesure de sa capacité de revendication et non pas de ses besoins véritables. Dans les services et les petites entreprises, l'organisation des ouvriers rencontre de multiples obstacles. Le plus souvent, ces travailleurs non-syndiqués ne reçoivent que les miettes du régime.

L'anarchie au niveau du travail est l'une des conséquences tragiques du système capitaliste. Le patronat a intérêt à maintenir cette situation, d'abord pour obtenir une partie de sa main-d'oeuvre à très bon marché et aussi pour diviser les travailleurs. En effet, l'employé d'une buanderie, qui gagne $1.00 l'heure dans des conditions pénibles se sent difficilement solidaire du menuisier, par exemple, qui, lui, gagne $3.00 l'heure. Les syndicats et les forces de gauche doivent donc déployer beaucoup d'énergie pour montrer au grand jour le vrai responsable de cette situation permanente d'exploitation (le capital) et en prenant la défense des milliers de travailleurs sur-exploités et des chômeurs.

Voici un exemple concret d'exploitation dans une petite entreprise. Arshinoff and Co. Ltd., 288 Lafleur, Ville La Salle. C'est une petite usine qui emploie une quarantaine d'hommes. Le travail consiste à rénover des barils pour le compte des grandes raffineries de pétrole. Le salaire horaire est de $1.15 l'heure et la semaine "normale" de travail de 45 heures. C'est le cas typique de

l'usine où les ouvriers doivent accomplir des tâches abrutissantes à une cadence excessive.

La sécurité y est presque nulle (deux accidents graves en une seule semaine) et les conditions d'hygiène inexistantes (mauvaise ventilation, absence d'un endroit convenable pour manger, usine très malpropre, etc...)

La majorité des employés est composée d'immigrés italiens et d'Indiens de Caughnawaga. M. Arshinoff, en bon homme d'affaires, profite de cette main-d'oeuvre docile. Il n'y a évidemment pas de syndicat. (1)

Le ridicule salaire horaire oblige les employés à travailler 50 et même 60 heures par semaine pour survivre. D'ailleurs, quand le contremaître dit: "Toi, tu travailles samedi", il n'est pas question de donner son opinion, parce que la sécurité d'emploi est complètement inexistante.

Ce travail épuisant et long vient à bout des hommes. Un camionneur me disait: "Le soir, quand j'arrive à la maison, je me me lave, je mange et ensuite au lit."

Pendant que les travailleurs crèvent, nos hommes d'affaires prospèrent.

andré gravel

---

(1) Dans une usine appartenant au même patron, à quelques coins de rue de là, les ouvriers ont réussi à introduire l'Union. Le salaire minimum y est maintenant de $1.65. Le patron s'est empressé de mettre cette usine (qui emploie une centaine d'hommes) sous un autre nom (Industrial Containers) pour protéger la première.

De Gaulle semble l'ignorer, mais

L'âge d'or du capitalisme est révolu

par ernest germain

Le mercredi 4 février, le général de Gaulle a fait une proposition qui a suscité une sensation modérée dans des bourses et les comités de rédaction des grands quotidiens dans le monde entier. Il a suggéré que les U.S.A. la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie, l'Allemagne de l'Ouest, le Japon, l'Italie, la Belgique, la Hollande, la Suisse, la Suède — c'est-à-dire les principaux centres de l'impérialisme — reviennent à l'étalon-or. Quelques jours plus tard, le samedi 13 février, il a couronné cette proposition par une décision unilatérale replaçant la France sous le régime de l'étalon-or, le déficit de sa balance des paiements avec tous les pays capitalistes devant être comblé en or, et uniquement en or.

La plupart des économistes bourgeois et les principales banques centrales du monde capitaliste n'ont pas pris la proposition de de Gaulle très au sérieux. En fait, seule la "Pravda" a déclaré sans rire qu'elle paraissait "raisonnable".

Dans le système de l'étalon-, or, toute dette d'un pays envers un autre par suite des échanges monétaires (marchandises, tourisme, importations et exportations de capitaux, etc) doit être payée en or. Tout déficit de la balance des paiements conduit, par conséquent, à une hémorragie d'or. Mais, ce système implique aussi que la monnaie soit convertible en or. Une sortie d'or implique automatiquement une réduction du volume de la monnaie à l'intérieur du pays. Les économistes bourgeois et les gouvernements capitalistes ont appris en 1929 (et ils l'ont appris à leurs dépens), que réduire le volume de la circulation monétaire revient à réduire celui de la demande globale de biens et de services dans le pays, c'est-à-dire celui de l'emploi, des revenus et de la production, c'est-à-dire à provoquer la dépression.

Demander le retour à l'ancien système revient, en fait, à demander le retour au laissez-faire de l'économie du capita-

lisme libéral, sur lequel les forces du marché ajustaient l'offre et la demande **à long terme** à travers le mécanisme des prix. Sans ce mécanisme le flux et le reflux de l'or répartissaient **à long terme** les réserves d'or entre les différents pays, plus ou moins en proportion de leur capacité de production ou de leur richesse. Les "adaptations" se faisaient de façon automatique. C'est là ce que les administrateurs de l'étalon-or, tel Jacques Rueff, le conseiller de de Gaulle pour les questions monétaires, estiment si excellent.

Cependant, les adaptations ne se font pas de façon "graduelle" et harmonieuse, mais à travers des ruptures brutales et des discontinuités dans le système. Avant que la demande ne se "réajuste" au nouveau volume de l'offre, le phénomène appelé "surproduction" fait son apparition. Et, avant que le reflux de l'or ne "réagisse" la balance des paiements, sur le phénomène connu sous le nom de "déflation" survient. Les deux phénomènes ont la fâcheuse tendance à engendrer un chômage croissant, une baisse toujours plus brutale de la production, et des crises sociales toujours plus amples, dans un monde où le capitalisme a cessé d'être en expansion en tant que système global, et où il se trouve, au contraire, en lutte continuelle avec les révolutions, les Etats ouvriers, et les masses qui mettent ouvertement en cause les mérites du système, et veulent le remplacer par un autre, où la planification consciente remplace la "canne de l'aveugle" que sont les forces du marché.

Pour ces raisons, il n'y a pas la moindre chance que la proposition de de Gaulle soit acceptée. Ce serait un suicide pour le capitalisme que de revenir à un système rigide de monnaie et de crédit contrôlé automatiquement par l'offre d'or. Un tel système ne pourrait conduire qu'à une forte dépression.

Ceux qui plaident pour le retour à l'étalon-or marquent un point lorsqu'ils font valoir que le système monétaire actuel conduit à une inflation croissante. Cela est tout à fait exact. Mais, l'inflation croissante est le seul moyen par lequel l'économie capitaliste puisse transformer des dépressions graves en récessions "mineures". Quel gouvernement capitaliste, aux Etats-Unis, par exemple, se risquerait à avoir quinze ou vingt millions de chômeurs, pour la gloire de "combattre l'inflation ou de "revenir à l'étalon-or"?

Il y a encore beaucoup d'autres raisons qui font ressortir à quel point il serait irrationnel de revenir à l'étalon-or classique dans la situation mondiale actuelle. Les deux principaux producteurs d'or sont l'Afrique du Sud et l'Union Soviétique. Revenir à l'étalon-or reviendrait à exposer le secteur le plus fragile, le plus complexe, et le plus explosif de l'économie capitaliste mondiale, le système monétaire international, aux manipulations de Hendryk- Verwoerd, et de Brejnev-Kossyguine, alors qu'aucun de ces personnages n'est précisément en odeur de sainteté dans les milieux bancaires. Par conséquent, les propositions de de Gaulle font l'effet à l'économiste bourgeois ou au politicien capitaliste moyen d'une plansanterie malsaine.

Depuis des années, l'augmentation annuelle de la production d'or est en retard sur l'augmentation du volume du commerce mondial, et sur celle de la production mondiale de produits manufacturés. Même en augmentant fortement le prix de l'or, par exemple en le doublant ou en le triplant, on ne modifierait pas fondamentalement cette situation sauf que l'on ferait un joli cadeau de quelques milliards de dollars à l'Union soviétique, qui pourrait alors doubler ou tripler ses achats dans les pays capitalistes grâce à sa production d'or. Une crise permanente de liquidité à l'échelle internationnale s'ensuivrait, qui apporterait une grande infortune dans tout le monde capitaliste, sauf chez ceux qui auraient amassé de l'or. En réalité, la sagesse de Rueff (et de de Gaulle) dans ce domaine s'apparente davantage aux préjugés du paysan français classique (qui aime dormir sur un matelas où il a caché ses pièces d'or) qu'aux vues des économistes académiques, sans parler de la science économique marxiste (malgré le commentaire approbateur de la **Pravda**).

Mais, si la proposition de de Gaulle n'a aucune chance d'être acceptée elle n'en a pas moins grandement indisposé et préoccupé les banques centrales, surtout à New York et à Londres. Et, si elle n'a guère fait monter la cote des actions et des obligations des mines d'Afrique du Sud, elle a certainement accru la cote de la nuisibilité du général aux yeux de l'administration Johnson, plutôt nerveuse et harassée. Car c'est un fait que le système monétaire actuel du monde capitaliste — le "Gold Exchange Standard" — subit actuellement une grave crise. Dans ce système une banque centrale peut assurer la couverture de sa monnaie de deux façons différentes: en or, ou en certaines monnaies "privilégiées", telles que le dollar ou la livre. Cela signifie que, quand les USA doivent de l'argent à un autre pays (quand ils ont un déficit dans la balance des paiements avec ce pays), ils ne sont pas obligés d'équilibrer la balance avec de l'or; ils peuvent payer en dollars. Mais cela signifie aussi que les dollars qui s'accumulent partout dans le monde, dans les banques centrales (et privées) parce qu'ils sont "aussi bons que l'or", peuvent à tout moment, être échangés contre de l'or à la banque centrale américaine, le "Federal Reserve System". Le "Gold Exchange Standard" a pu fonctionner de façon parfaite aussi longtemps que les pays capitalistes autres que les USA souffraient d'une soif de dollars,

par suite du manque de marchandises et de capitaux après la guerre, capitaux et marchandises que seuls les USA pouvaient offrir, et aussi longtemps que ces pays avaient, avec les USA, une balance des paiements déficitaires. Mais cet "âge d'or" de l'empire du dollar, succédant à l'âge d'or des monnaies régies, sans manipulations, par les seules forces du marché, est à jamais révolu. Il a pris fin au milieu des années cinquante, avec le début de la grande prospérité en Europe occidentale et au Japon lorsque ces régions commencerent à se constituer d'importantes réserves de dollars, alors que les USA entraient dans un déficit permanent de leur balance des paiements, de telle sorte que l'or commença à s'écouler de Fort Knox en direction de ces pays.

Le déficit de la balance américaine des paiements est un phénomène complexe. Il exprime en même temps la **puissance croissante** des rivaux des USA et la supériorité encore grande de ces derniers. En effet, la cause de ce déficit gît dans les exportations croissantes de capitaux américains, en fin de compte, vers des pays où le taux de profit est plus élevé qu'aux USA parce que la composition organique du capital y demeure moins élevée (c'est-à-dire que les salaires y sont plus bas).

L'exportation du capital américain vers les pays du Marché Commun constitue l'"arme secrète" de l'Amérique, avec laquelle Wall Street a neutralisé l'avantage que les capitalistes européens avaient essayé de se donner en se constituant, pour leurs marchandises, cette zone où ils bénéficient de la préférence. En fait, le but réel de de Gaulle est d'arrêter cet afflux continuel de capitaux américains en Europe, qui a atteint un point tel que les principales entreprises de la majorité des pays européens sont déjà tombées entre les mains des monopoles américains (sur le continent européen, toutes les firmes importantes dans le secteur vital de la production des calculateurs électroniques sont contrôlées par des intérêts américains).

Par suite de l'exportation du capital américain, et du flux constant d'or venant des USA, la balance entre le stock d'or qui subsiste à Fort Knox et le déficit des paiements en faveur des autres pays en est arrivé à un seuil tout à fait critique. En fait, le total des dettes américaines envers les institutions étrangères privées et publiques dépasse aujourd'hui celui du stock d'or américain. Cela signifie que, si toutes les banques étrangères centrales et privées exigeaient simultanément d'être payées, exclusivement en or, et non en dollars, les USA perdraient la totalité de leur or, et le dollar s'effondrerait. Naturellement, cela ne se produira pas. La plupart des banques centrales en cause doivent défendre des monnaies aussi étroitement liées au dollar et à son destin que leur capitalisme l'est au capitalisme américain et à sa prospérité. Mais, il suffirait **qu'une partie** des créanciers demande le paiement en or pour exercer une influence tout à fait excessive sur l'actuel équilibre, très instable, qui constitue la base du dollar. La France de de Gaulle occupant précisément cette position, en tant que créancier mineur, peut dans cette limite, être nocive et exercer un chantage sur Washington, en l'obligeant à payer rançon dans des domaines aussi éloignés du problème monétaire que la Force Multilatérale, le secret nucléaire, et la création d'un "directoire de l'OTAN".

Le dollar n'est pas seulement vulnérable à cause du déficit de la balance américaine des paiements. En réalité, sous le régime du "Gold Exchange Standard", ce déficit est surtout un moyen d'étendre l'inflation des crédits des USA aux autres pays capitalistes, en "exportant ainsi la "prospérité" américaine, y compris **ses fondations branlantes constituées par un endettement croissant.**

Le dollar est également vulnérable à cause de la diminution constante de son pouvoir d'achat aux USA mêmes. L'inflation américaine n'est pas "importée" par l'intermédiaire du "Gold Exchange Standard"; elle repose sur le volume considérable de la dette publique et sur les dépenses improductives (vingt-cinq ans de "boom" ininterrompu reposant sur les dépenses militaires !) aussi bien que sur **un volume vertigineux de l'endettement privé.** Eliminer ces causes reviendrait à éliminer en même temps le facteur même qui, jusqu'à présent, a permis d'éviter une nouvelle dépression, du type de celle de 1929.

C'est ainsi que le Président Johnson a, récemment, promis de façon solennelle que, si la menace d'une nouvelle récession se faisait jour en 1965, il procéderait immédiatement à de nouvelles réductions d'impôts, c'est-à-dire qu'il augmenterait le "financement du déficit" et les "dépenses de déficit" du gouvernement (l'une et l'autre étant des noms de fantaisie pour l'inflation).

Imposer l'étalon-or aboutirait à supprimer le déficit de la balance des paiements et à éliminer l'inflation interne. Mais le prix en serait la ruine du capitalisme américain et mondial. La structure du capitalisme mondial contemporain ne permet pas le retour à une monnaie "stable" et à l'âge "d'or" de sa jeunesse. Cet âge est définitivement révolu.

La Martinique et la Guadeloupe dernières colonies françaises

par alain pléniel

Trois très petites îles — 1 100, 1 780 et 2 510 kilomètres carrés — trois minuscules territoires, qui se ressemblent étrangement. Deux dans la mer des Caraïbes: la Martinique et la Guadeloupe, insérées dans une guirlande d'une vingtaine d'îles toutes proches, une dans l'océan Indien: la Réunion qui n'a pour voisine que l'île Maurice, à quelques 200 kilomètres de là. Trois îles tropicales avec chaleur moite, alizés, côtes au vent humide et sous le vent sec, cyclones et volcans. Terres fertiles et admirables, d'une étonnante beauté, mais ramassis de misère, de tares honteuses. 310,000 habitants à la Martinique, 300,000 à la Guadeloupe, 370,000 à la Réunion, peuplent ces "vieilles colonies" que conquirent au temps de Richelieu et du Roi-Soleil aventuriers et soldats de fortune, et qu'Anglais et Français se disputèrent avec acharnement pendant près de deux siècles. Elles reçurent, en d'atroces cargaisons, des dizaines de milliers d'Africains et de Malgaches, particulièrement à la Réunion, déportés comme esclaves pour cultiver le café, le cacao, le tabac, et surtout, avant tout, le sucre, au profit d'une poignée de Blancs, planteurs ou commerçants, qui, en quelques années, amassaient des fortunes. Enfers qui firent la richesse de Nantes, de Bordeaux ou de Marseille à la veille de la révolution. Ce fut un incroyable succès du colonialisme de l'Ancien Régime. Il ne s'acheva pas dans les flammes allumées comme à Saint-Dominique par les esclaves révoltés de Toussaint-Louverture, mais dans une lente décrépitude, un pourrissement qui dure encore.

En 1848, les économistes libéraux et les philantrhopes forcèrent la main aux planteurs en imposant l'aboltion de l'esclavage, scandaleux gaspillage de forces humaines et insondable misère. Les esclaves les avaient d'ailleurs devancés en se soulevant. Première "ruse" de l'histoire: maîtres et esclaves demeurèrent les mêmes, les seconds devenant un prolétariat exploitable à merci, les premiers concentrant plantations et sucreries grâce aux indemnités versées par la métropole. Et cela dure encore, malgré une révolte qui, en septembre 1870, à la Martinique, tenta de balayer la toute-puissance des Blancs créoles. Les structures économiques et sociales n'ont pas changé: quelques grands propriétaires, à peine un centième de la population, possèdent les trois quarts de la surface des îles, monopolisent toute la production, tout le commerce avec l'active complicité de de certains intérêts économiques de France. Les deux tiers de la population sont des travailleurs agricoles, en chômage sept mois sur douze. Le reste se compose de petits planteurs, artisans, boutiquiers et, pour 6 à 7% du total des habitants d'une caste moyenne essentiellement faite de fonctionnaires égoïstes.

En 1946, second "piège" pour les îles infortunées dont les élus, dans l'espoir d'atténuer leur misère séculaire, réclamèrent l'"assimilation" législative et administrative à la métropole. Elle ne fut accordée qu'en paroles et non en fait: le gouverneur s'appelle préfet, mais les lois ne sont pas appliquées "sauf" mention, mais seulement "sur" mention insérée aux textes. C'est le régime de décrets discriminatoires et arbitraires. Sous le masque de faux départements, le colonialisme se montre encore plus direct, plus âpre, plus évident et, par la force, maintient l'ancien ordre de choses (1).

Tout autour de ces îles, des terres indépendantes ou autonomes. Les Antilles anglaises, l'île Maurice se préparent, dans l'autonomie, à l'indépendance, mais la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion restent "les derniers confetti du carnaval de l'Empire".

(1) L'assimilation ne pouvait, même si elle avait été réelle, être qu'une erreur, une impasse, contraire à toutes les lois du développement historique. Bien d'autres peuples ont, néanmoins, frôlé ce piège: seuls les plus anciens des colonisés y sont tombés.

L'heure a pourtant sonné de la libération. Les peuples esclaves s'éveillent. Les plus sournoises apparences ne peuvent plus cacher la vérité. A la France, au monde, s'ouvre enfin le dossier de ces îles qui sont appelées départements et où une minorité de latifundistes et de politiciens vendus proclame "son indéfectible attachement à la mère patrie".

La densité de la Martinique est de 910 habitants au kilomètre carré cultivé... A moins que les habitants ne se tassent dans les horribles taudis de Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, ou Saint-Denis où affluent les misérables en quête d'un hypothétique travail. L'Assainissement, Volga-Plage, etc., ne sont que de fétides quartiers de bicoques en planches pourries.

Cette population est d'origine africaine, ou malgache, descendante des anciens esclaves. Mais, après l'abolition de l'esclavage, sous le Second Empire, on fit venir sous contrat une abondante main-d'oeuvre asiatique du sud de l'Inde: elle marque particulièrement la Réunion mais aussi la Guadeloupe, un peu moins la Martinique. Il s'y mêle aussi des petits Blancs: matignons ou saint-barts de la Guadeloupe, Blancs des "hauts" de la Réunion. Tous les types humains sont donc représentés, à travers d'infinis métissages.

Depuis une vingtaine d'années la population, longtemps presque constante, s'accroît rapidement. Les taux de natalité sont ceux de tous les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ceux de la misère. Plus de la moitié des habitants a moins de vingt ans. Pas d'industries. Rien que l'agriculture. La canne à sucre couvre les plus grandes surfaces. Sucre et

rhum représentent 42% de la valeur des exportations à la Martinique, 61% à la Guadeloupe, 87% à la Réunion. Aux Antilles s'est développée depuis une quinzaine d'années la culture de la banane (42% des exportations martiniquaises, 34% des exportations guadeloupéennes). A part cela, un peu d'ananas à la Martinique, d'essences à parfum et de vanille à la Réunion. Et c'est tout. Le Pacte Colonial de Colbert demeure: presque tout est exporté vers la France qui fournit plus des trois quarts des importations à des tarifs élevés: tous les objets fabriqués et les deux tiers de l'alimentation des îles, car le latifundisme élimine la paysannerie (la Martinique compte plus de fonctionnaires que de cultivateurs indépendants). Le système économique est donc des plus archaïques.

Le chômage est essentiel à cette économie agricole et mercantile primitive non modifiée depuis trois siècles: il faut pouvoir exploiter une main-d'oeuvre qui n'est pleinement employée qu'au moment de la récolte, pendant à peine cinq mois de l'année. Par contre, on modernise les méthodes de culture, on mécanise. D'où une masse de désoeuvrés partiels ou complets. Les jeunes sont particulièrement frappés: vingt mille jeunes au moins entre quinze et vingt ans sont totalement inoccupés dans chacune des îles. Dans les rues des bourgs et des villes, sur les places, comme la "Savane" de Fort-de-France, jeunes et vieux attendent que s'ouvre l'avenir.

La misère est partout aux Antilles et à la Réunion. Dans la beauté des tropiques, elle s'étale comme une horrible lèpre. La moitié des ouvriers agricoles, le tiers des paysans sont illettrés. Leurs logements sont de lamentables cases de bois où l'on s'entasse à trois, quatre, six ou dix dans l'une ou l'autre des deux pièces. Les ouvriers agricoles ne disposent pas de plus de 60,000 anciens francs par an et par personne, et le revenu moyen n'est, en comprenant la minorité privilégiée, que de 145,000 francs par an. Pas d'allocations de chômage, des allocations familiales dérisoires par rapport à celles de France et dont ne peuvent bénéficier que ceux qui trouvent du travail, un régime draconien de sécurité sociale inaccessible au plus grand nombre. La mortalité infantile est de 115 pour mille à la Réunion, de 50 aux Antilles. La mortinatalité est élevée. Parasitisme et maladies de carence sont généralisés.

Moins d'un dixième de la population vit dans l'aisance. Pour certains appartenant à la minorité possédante, le luxe est scandaleux. Les fonctionnaires européens vivent mieux qu'en France. L'écart avec la grande masse proliétarienne n'en est que plus grand. Ces privilégiés veulent jalousement et égoïstement conserver des avantages dont ils sont seuls bénéficiaires, et s'accrochent au régime "départemental" qui maintient les structures coloniales. Ce revenu moyen "consternant", ces "inégalités choquantes" faisaient dire, voici un an, à un député U.N.R. qu'"il existe, à n'en point douter, une révolution sociale toujours latente".

Face à la révolution sociale latente, contre la revendication profonde et décidée de dignité des peuples antillais et réunionnais, tous les procédés sont bons aux profiteurs locaux.

Les Blancs créoles, les "békés", comme on dit aux Antilles, aidés par des pieds-noirs récemment venus, en sont arrivés aux méthodes colonialistes ouvertes et sans scrupule: une propagande d'une stupidité inouïe, le chantage, les menaces, les dénomstrations fabriquées.

La liberté d'expression est rarement tolérée aux Antilles et à la Réunion. Saisies des journaux d'opposition, procès de presse invraisemblables, arrestations, expulsions, interdictions de séjour. Le tableau est long de la répression, surtout depuis 1959. Partout sont présents policiers, gendarmes et C.R.S., partout surgissent de vastes gendarmeries, tandis que les hélicoptères survolent les îles. "L'état normal des Antilles est un état de siège qui n'ose dire son nom."

Depuis 1848, Antillais et Réunionnais sont citoyens. Ils ont le droit d'élire conseillers municipaux ou généraux, députés ou sénateurs. Ainsi est préservée la fiction d'une démocratie libérale. Mais la fraude. Il n'est pas une liste électorale qui ne soit fausse. Les spécialistes font voter les morts, obtiennent plus de voix pour le candidat gouvernemental qu'il n'y a d'inscrits, et sont décorés au prochain passage ministériel. Périodiquement, avec deux ou trois ans de retard, le Conseil d'Etat condamne tel ou tel coup de force, et de "graves irrégularités" comme celles qui furent commises au Moule à la Guadeloupe et au Port à la Réunion. La responsabilité des administrations préfectorales est pleinement mise en évidence, mais, à chaque fois, on recommence. Ainsi survit une clientèle d'hommes politiques à tout faire, totalement corrompus, grassement payés, qui fabrique la majorité aux conseils généraux, et fait élire les dévoués représentants des sucriers de France.

Les techniques de fraude électorale mises au point depuis des décennies sont tellement entrées dans les moeurs, que, au lieu de s'en indigner, on les envisage maintenant d'un point de vue folklorique. C'est du moins la position des administrations. A la fraude technique — vote des morts, fausses cartes — se joint la contrainte. On fait garder les bureaux de vote par des hommes de main, on empêche les électeurs de voter dans le secret de l'isoloir, on crée des incidents afin d'avoir la possibilité de truquer les urnes. Aucun procédé n'est trop gros.

Malgré les brutalités, la corruption, la propagande et la répression, les peuples des Antilles et de la Réunion font aujourd'hui entendre leur voix. Les grèves d'ouvriers agricoles, les manifestations de petits planteurs, les actions de la jeunesse ne peuvent être brisées. Décembre 1959 marqua le début de l'an 1 de la lutte de libération quand, pendant trois jours, le peuple de Fort-de-France fut maître de la ville. A la Réunion, la popularité de Paul Vergès est telle qu'on veut lui interdire de se rendre dans son pays. Contre la jeunesse martiniquaise regroupée en une organisation anticolonialiste à travers toute l'île, il a fallu intenter un procès de complot, tant elle suscitait d'espoirs. Après des mois de prison, treize sur dix-huit des inculpés furent acquittés à la fin d'un procès qui, en novembre 1963, a frappé par sa dignité et son intense accent de sincérité. Pourtant, à Fort-de-France, à Pointe-à-Pître, à Saint-Denis, d'autres jeunes, pour les pré-

textes les plus divers, sont dans les geôles: ils avaient manifesté contre le racisme et pour la dignité.

Tout ceci pousse les organisateurs de gauche à s'unir. L'émigration antillaise et réunionnaise s'organise à Paris. En décembre 1963 tous les partis et groupements favorables à l'autonomie et représentant les trois îles ont signé un manifeste commun. Déjà, aux élections législatives de 1962, les forces autonomistes avaient emporté près des deux tiers des voix à la Martinique.

L'édifice s'écroule. Rien ne pourra arrêter le mouvement, même le ridicule d'une propagande qui ne sait se renouveler, même les hurlements des derniers défenseurs de l'assimilation. La prise de conscience populaire s'élargit chaque jour, et le monde est solidaire de la lutte difficile (par l'exiguité du territoire, par les complexes ancestraux d'une personnalité qui a du mal à se définir) des Antillais et des Réunionnais.

Partout, tout est mis en oeuvre pour étouffer la voix des peuples de ces pays — les élus préfabriqués, sur ordre, font motion sur motion pour affirmer leur attachement indéfectible à la France sous condition du maintien de leurs provilèges.

Il n'est plus possible de maintenir le silence sur les petites îles enfermées dans leur étroitesse et leur isolement, de bâillonner les voix qui s'élèvent, de refuser le dialogue. L'heure d'un changement de statut a sonné. ■

alain pléniel

RÉVOLUTION QUÉBECOISE

publiera en mai-juin un NUMÉRO SPÉCIAL.

Ce numéro sera en vente le 20 mai.

PARTISANS No 20

— Problèmes de l'unité syndicale par N. J. Capocci
— L'action se passe en France par André Carmaux
(Les camps de républicains espagnols en France)
— Sur quelques livres d'histoire et singulièrement l'histoire du P.C.F., par Vidal Naquet.
— Israël, le sionisme et la lutte des classes (II) par Nathan Weinstock.
— Actualité du droit à la paresse, par J.M. Brohm
— Le théâtre de Vladimir Maiaikovski
— Poèmes de Salvador Espriu.

Chroniques:

— Le congrès des U.E.C.
Momère à la voix rauque (Chants de revendication américains) par Georges Dupré
— Histoire d'une rééducation: Charlie, par Fernand Oury
— Librairie partisane par Gérard Chaliand, Emile Copfermann, Georges Dupré, Robert Paris.
— Anthologie de la poésie persane, David de Sassoun, Le chevalier à la peau de tigre (Gallimard) par Gérard Chaliand.
— La femme mystifiée (Gonthier) par Christine Hinne
— Anthologie des écrivains maghrébins, par A. Laude.
— Cauchemar antillais, par A. Laude (éd. Maspero).
— Le sou-développement économique et social au Yemen par A.R. (éd. Tiers Monde).
— Les dirigeants africains face à leur peuple, par Claude Esthier (éd. Maspero).
— Histoire de l'éducation populaire ,(éd. du Seuil) par Copfermann
— L'univers des instituteurs, par Ida Berger et Roger Benjamin aux éditions de minuit par E. Copfermann.
— Les héritiers par P. Bourdieu et J.C. Passeron (éd. de Minuit), par

partisans

Revue bimestrielle d'information et de discussion sur les problèmes du socialisme dans le monde entier

Abonnements:
France : 6 numéros: 22 F; 12 numéros: 42 F.
Etranger : 6 numéros: 26 F; 12 numéros: 47 F.

François Maspero éditeur, 1, place Paul-Painlevé, Paris (Ve)

OBJECTIF 65

revue indépendante de cinéma

au sommaire du numéro 32:

- Canada on tourne
- La Crise du langage et le cinéma canadien
- Procès d'une collection
- l'actualité, Godard, Lang, Demy, Lewis, Bergman.

OBJECTIF 65, C.P. 64, Station N, Montréal 18, Qué.

MONTHLY REVIEW
AN INDEPENDENT
SOCIALIST MAGAZINE

Editors: Leo Huberman and Paul M. Sweezy

Now in its fifteenth year of publication, **Monthly Review** is one of the few magazines in the United States that reports fully and honestly on the struggle of the oppressed peoples in the United States as well as in Asia, Africa and Latin America.

British Guiana Prime Minister Cheddi Jagan says: **"Monthly Review** is must reading for any serious student of politics."



Subscription rate:

	U. S.	Foreign
One year	$ 6.00	$ 7.00
Two years	$10.00	$12.00

Monthly Review, 333, Sixth Avenue, New York 14, N.Y., U.S.A.

I enclose $.................. for a

☐ one year sub
☐ Two years sub

to **Monthly Review.**

Name ....

Address ....

ABONNEZ-VOUS À

RÉVOLUTION

pour connaître ce que vous ne pouvez lire ailleurs: des documents inédits sur la Chine populaire et l'U.R.S.S. • des études théoriques sur le mouvement ouvrier international • des enquêtes, des reportages, ainsi que de nombreux récits écrits par des militants révolutionnaires du monde entier.

Abonnement: 22 F. (un an), 12 F. (six mois)

REVOLUTION, Nouvelles éditions internationales
52, rue Galende, Paris 5e, France.

BULLETIN D'ABONNEMENT À

"Révolution Québécoise"

C.P. 1274, Station Place d'Armes
Montréal, Etat du Québec

Nom...

....

Adresse...

....

S'inscrit pour un abonnement d'un an

☐ **ordinaire : 5 dollars**

☐ **de soutien : 10 dollars**

A partir du mois de...

Paiement par ☐ chèque ☐ mandat ☐ comptant